

L'ÉPREUVE ORALE D'HISTOIRE DU BACCALAUREAT BILINGUE

A. LE PROGRAMME D'ENSEIGNEMENT: thèmes, unités, contenus, approche didactique

La démarche didactique en histoire suppose une série de particularités:

- une dimension civique accentuée;
- se rapporter aux attentes sociales et à la perspective politique du moment;
- sélectionner le contenu et les stratégies du processus d'enseignement-apprentissage, en fonction de l'âge de l'élève;
- corroborer spontanément les connaissances obtenues en milieu scolaire avec celles qui proviennent d'autres sources - famille, communauté, médias;
- le caractère relatif de l'information historique, par rapport aux sources ou à l'implication subjective du chercheur.

Dans ce contexte, le projet didactique pour la discipline HISTOIRE se propose de:

- privilégier, au niveau des objectifs, le travail à partir des sources;
- privilégier les activités d'apprentissage centrées sur une démarche active;
- aborder les contenus en perspective thématique;
- alterner les séquences thématiques avec des études de cas et des leçons de synthèse.

I. **LES UNITES D'APPRENTISSAGE** identifiées par les **THEMES** retenus, conformément au PROGRAMME d'HISTOIRE comme discipline non-linguistique dans le cadre du BACCALAUREAT BILINGUE, sont:

Unité 1: Les gens, la société et le monde des idées

Unité 2: L'Etat et la politique

Unité 3: Les relations internationales

II. LES CONTENUS prévus par le PROGRAMME de BACCALAUREAT BILINGUE pour la discipline HISTOIRE prennent en considération des idées politiques, des institutions, des événements, des aspects législatifs et des évolutions culturelles du XIX^e et du XX^e siècle:

Unité 1: Les gens, la société et le monde des idées

- Conception sur la modernité en Europe, aux XIX^e et XX^e siècles. Courants scientifiques, culturels et politiques. Identités nationales et identité européenne.
- Le XX^e siècle entre démocratie et totalitarisme. Idéologies et pratiques politiques en Roumanie et en Europe.
- Les Constitutions en Roumanie.

Unité 2: L'Etat et la politique

- La Roumanie de l'après-guerre. Stalinisme, national-communisme et dissidence anti-communiste.

Unité 3: Les relations internationales

- La Roumanie dans le concert européen: de la „crise orientale” aux grandes alliances du XX^e siècle;
- La Roumanie au temps de la Guerre froide.

III. Une fois les contenus corroborés avec les objectifs de référence, **LES ACTIVITES D'APPRENTISSAGE** consistent à pouvoir:

- lire, comparer et commenter des textes, graphiques ou images;
- lire, comparer, interpréter les informations proposées par une carte ou compléter l'information lacunaire sur une carte muette;
- commenter, argumenter, débattre sur des sujets historiques controversés;
- construire des dossiers thématiques (biographies de personnalités, manifestes-programme des courants culturels ou politiques, textes législatifs, fragments de documents internationaux, sélection de termes de spécialité du domaine juridique ou diplomatique);
- sélectionner, présenter et interpréter l'information historique d'un document audio-vidéo.

IV. LES MOYENS D'APPRENTISSAGE qui peuvent être utilisés selon le choix du professeur:

- Chronologies (axes chronologiques ou tableaux chronologiques)
- Mémoires (de voyage, d'opérations militaires, politique)
- Atlas de cartes politiques ou militaires
- Documents audio-vidéo
- Images (portraits de certaines personnalités, images d'édifices, d'oeuvres d'art, caricatures)
- Graphiques et tableaux statistiques

V. LES QUESTIONS qu'on peut utiliser pour encourager et soutenir le processus de compréhension et d'utilisation de l'information tout le long de la démarche didactique peuvent être:

- Q. de compréhension globale
- Q. de compréhension interprétative
- Q. de compréhension personnelle
- Q. de compréhension critique

B. LE DEROULEMENT DE L'EPREUVE

Le candidat choisira son sujet par tirage au sort, parmi un nombre de sujets couvrant l'ensemble du programme.

Il a à sa disposition **30 minutes** pour préparer sa réponse.

L'épreuve orale se compose:

- d'un exposé de **10 minutes** organisé sous forme de plan argumentatif, pour répondre à la problématique du sujet, suivi
- d'un entretien de **10 minutes** avec le jury.

C. LE SUJET DE L'EPREUVE

L'EVALUATION FINALE (L'EXAMEN ORAL) appréciera **LES COMPETENCES** acquises suite à l'étude du programme d'histoire, classe de Terminale bilingue, profil littéraire (2-3 h par semaine):

1.1. Construire des explications et des arguments intra- et multidisciplinaires, liés à des événements et processus historiques.

1.2. Utiliser les termes/concepts spécifiques à l'histoire dans des contextes qui impliquent des interprétations et des explications interdisciplinaires.

- 2.1. Construire des démarches de type analytique concernant des situations et des contextes économiques, sociaux, politiques, culturels.
- 2.2. Projeter une démarche de coopération en vue d'identifier et atteindre des buts communs.
- 2.3. Découvrir les constantes au sein du déroulement des phénomènes historiques étudiés.
- 3.2. Analyser les messages transmis par des sources historiques variées, tout en comparant la terminologie utilisée.
- 4.2. Intégrer les connaissances obtenues dans des contextes informels d'apprentissage des phénomènes historiques étudiés.
- 4.3. Analyser des points de vue similaires, opposés et complémentaires, concernant les phénomènes historiques.

LE SUJET DE BACCALAUREAT implique:

- L'explication d'un document (texte, carte, image, graphique, tableau statistique...);
- L'étude d'un ensemble documentaire (2-3 documents du même type ou de types différents).¹

LES CONSIGNES apparaissent sous forme de 4-5 itèmes, censés mettre en évidence la capacité du candidat de **dégager une problématique**, de **comprendre** et **expliquer** les phénomènes et les processus historiques, de **présenter** ses connaissances de manière adéquate, construisant une argumentation en français.

¹ Par souci de clarté, nous avons choisi de construire et proposer seulement des sujets qui partent d'un ensemble documentaire. (n.a.)

LES GENS, LA SOCIÉTÉ ET LE MONDE DES IDÉES

VISIONS SUR LA MODERNITÉ EN EUROPE

AUX XIX^{ème} ET AU XX^{ème} SIÈCLES

I. L'EUROPE ET LA MODERNITÉ

Après des siècles de stagnation économique, l'Europe réalise, au XIX^{ème} siècle, un décollage, puis une croissance économique qui lui assure une position dominante jusqu'à la première guerre mondiale.

La première révolution industrielle commence, en Grande Bretagne, au XVIII^{ème} siècle. Elle est caractérisée par:

- le machinisme (l'utilisation de l'énergie due à la vapeur; la machine à vapeur est réalisée en 1690, par Denis Papin, mais elle est brevetée en 1769, par James Watt) et le développement des industries textiles, de l'extraction et de la métallurgie;
- la révolution des moyens de transport (la locomotive – Stephenson, en 1829, le bateau à vapeur – Fulton, en 1807, le procédé de Mac Adam, en 1815, le réseau de voie ferrée - Manchester-Liverpool, en 1830);
- le développement des communications (l'augmentation du tirage des journaux par l'utilisation de la presse à vapeur, le télégraphe – Morse, en 1839);
- l'essor des sociétés par actions et des banques, le rôle croissant de la Bourse.

La deuxième révolution industrielle se produit vers 1880. Elle est caractérisée par:

- l'augmentation de la production de pétrole;
- la mise au point du moteur à explosion (1892);
- les fabrications chimiques (colorants, engrais, produits pharmaceutiques), la sidérurgie;
- de nouvelles méthodes pour l'organisation scientifique du travail (Fayol, Taylor), la division du travail;
- la manifestation des nouvelles puissances industrielles (l'Allemagne);

L'essor de l'industrie s'accompagne d'une transformation profonde du mode de production, d'un essor des échanges internationaux et de transformations sociales (apparitions des classes moyennes, égalitarisme, consommation de masse, culture de masse). Elle jette les bases du capitalisme contemporain.

II. a. LES COURANTS SCIENTIFIQUES

LE POSITIVISME désigne un ensemble de courants qui dérivent de la pensée d'Auguste Comte (1798-1857): le positivisme scientifique, juridique, logique ou bien le néopositivisme contemporain. Les idées du positivisme puisent leur source dans certaines formulations de d'Alembert, Turgot, Lagrange et Condorcet, pour expliquer le progrès de l'esprit humain par le développement des "sciences positives" (mathématiques, physique, chimie etc.). Le terme fut propagé par Saint-Simon et popularisé par Auguste Comte.

Le **positivisme scientifique d'Auguste Comte** correspond au *Cours de philosophie positive*, écrit de 1830 à 1842. Il y affirme que l'esprit scientifique va remplacer les croyances théologiques ou les explications métaphysiques par une loi inexorable du progrès de l'esprit humain, appelée la loi des trois états. En devenant « positif », l'esprit renoncerait à la question « pourquoi ? », c'est-à-dire à chercher les causes premières des choses. Il se limiterait au « comment », c'est-à-dire à la formulation des lois de la nature, exprimées en langage mathématique, en dégageant, par le moyen d'observations et d'expériences répétées, les relations constantes qui unissent les phénomènes et permettant d'expliquer la réalité des faits.

Dans le contexte contemporain, on assimile le positivisme et le scientisme. Le néopositivisme n'exploite ce principe que pour disqualifier toute spéculation qui n'est pas réductible à un raisonnement formalisable, c'est-à-dire toute philosophie appelée, de façon méprisante, « métaphysique ».

L'EVOLUTIONNISME - En 1859, **Charles Darwin**, naturaliste anglais, publie *De l'origine des espèces*. Il y reprend les idées de Lamarck, tout en les critiquant et en les modifiant. Darwin y ajoute surtout des preuves en faveur de l'idée d'évolution par transformation graduelle et propose, pour la première fois, le mécanisme de la sélection naturelle. Il y insiste sur le fait que l'espèce humaine est elle aussi le produit de l'évolution par sélection naturelle et sexuelle.

LA PSYCHANALYSE est une discipline fondée par **Sigmund Freud**, qui propose un modèle théorique du psychisme impliquant l'inconscient, ainsi qu'une méthode d'investigation de ce dernier (des significations inconscientes de la parole, du comportement ou des produits de l'imagination par la libre association). La psychanalyse est aussi considérée comme une pratique clinique spécifique.

Les théories psychanalytiques ont introduit une conception dynamique de la vie mentale, puisqu'elles ont permis d'envisager le symptôme non plus isolément, mais en fonction de l'histoire passée, des vicissitudes du développement psychologique et de leur réactualisation possible.

Carl Gustav Jung, Sándor Ferenczi, Alfred Adler et bien d'autres, ont développé la psychanalyse. Vers 1920, la théorie freudienne connaît d'importants remaniements, sans dénoncer comme erronée la théorie antérieure.

II.b. LES COURANTS CULTURELS

LE ROMANTISME est un courant artistique apparu au cours du XVIII^{ème} siècle, en Grande Bretagne et en Allemagne, puis au XIX^{ème} siècle en France, en Italie et en Espagne. En France, il se développe sous la Restauration et la Monarchie de Juillet, par réaction contre la régularité classique jugée trop rigide et contre le rationalisme philosophique des siècles antérieurs. Le romantisme se caractérise par une volonté d'explorer toutes les possibilités de l'art, afin d'exprimer les expériences personnelles, les extases et les tourments de l'âme. Il est, ainsi, une réaction du sentiment contre la raison, exaltant le mystère et le fantastique et cherchant l'évasion et le ravissement dans le rêve, le morbide et le sublime, l'exotisme et le passé. Idéal ou cauchemar d'une sensibilité passionnée et mélancolique, ses valeurs esthétiques et morales, ses idées et thématiques nouvelles ne tardent pas à influencer d'autres domaines, en particulier la peinture et la musique.

Ecrivains romantiques - Chateaubriand, Lamartine, Musset, George Sand, Hugo, Goethe, Heine, Hoffmann, Byron, Scott, Leopardi, Pouchkine.

Peintres romantiques - Gericault, Delacroix.

Musiciens romantiques - Beethoven, Schumann, Schubert, Chopin, Berlioz, Liszt, Verdi, Wagner, Tchaïkovski, Stravinski, Debussy, Bizet etc.

LE REALISME est un courant artistique apparu en Europe dans la seconde moitié du XIX^{ème} siècle (entre 1850 et 1890, plus exactement), notamment en France et en Grande-Bretagne. Il s'étend ensuite à l'ensemble de l'Europe et à l'Amérique, où il survivra jusque dans les années 1930. Il cherche à dépeindre la réalité telle qu'elle est, sans artifice et sans idéalisation, choisissant ses sujets dans la classe moyenne ou populaire et abordant des thèmes comme le travail salarié, les relations conjugales ou les affrontements sociaux. Il s'oppose ainsi au romantisme, et au classicisme. Le réalisme désigne l'ensemble des doctrines qui prennent comme point de départ, l'expression: *res sunt*, c'est-à-dire: "les choses sont". Tout l'enjeu de la discussion sera de déterminer quelle est la nature de ces choses et comment on peut les connaître. Le réalisme prétend que l'homme peut accéder aux choses telles qu'elles sont. En épistémologie, il s'oppose notamment à l'idéalisme et au positivisme, ainsi que dans une certaine mesure au nominalisme. Pour le scientifique réaliste, le réel n'est pas limité à l'expérience immédiate: les idées et concepts scientifiques sont tout aussi réels. Ainsi, la science réaliste est-elle une découverte de la nature des choses à laquelle il est possible d'accéder et, aussi, une découverte des liens causals entre ces objets.

Romanciers réalistes - Flaubert, les frères Goncourt, Zola, Tolstoï, Dostoïevski, Dickens.

Peintres réalistes - Courbet, Millet, Daumier, Manet.

L'IMPRESSIONNISME est une école de peinture. Fortement critiqué à ses débuts, le mouvement se manifeste, de 1874 à 1886, notamment par huit expositions publiques à Paris et marque la rupture de l'art avec l'académisme. L'impressionnisme est caractérisé par une tendance à noter les impressions fugitives, la mobilité des phénomènes plutôt que l'aspect stable et conceptuel des choses. Influencés notamment par le réalisme des œuvres de Gustave Courbet, les jeunes artistes parisiens privilégient les couleurs vives, les jeux de lumière et sont bien plus intéressés par les paysages ou les scènes de la vie de tous les jours que par les grandes batailles du passé ou par les scènes de la Bible. Soudés par les critiques parfois très violentes subies par leurs œuvres, ainsi que par les refus successifs du Salon de Paris, institution majeure de la peinture de cette époque, ces jeunes artistes commencent à se regrouper pour peindre et discuter. Parmi ces pionniers, on compte Claude Monet, Auguste Renoir, Alfred Sisley et Frédéric Bazille, bientôt rejoints par Camille Pissaro, Paul Cézanne et Armand Guillaumin.

En 1863, Napoléon III décrète la tenue d'un *Salon des Refusés* regroupant les œuvres n'ayant pu être présentées au salon de Paris. Les critiques sont très violentes. Puis, en avril 1874, un groupe d'artistes, parmi lesquels Monet, Renoir, Pissaro, Sisley, Cézanne, Berthe Morisot et Degas organisent leur propre exposition, dans le studio du photographe Nadar. Un article sarcastique du critique et humoriste Louis Leroy dans la revue le *Charivari*, dans lequel il tourne en dérision le tableau de Monet intitulé *Impression soleil levant*, donne au mouvement son nom: l'impressionnisme.

Le groupe des impressionnistes finit par se séparer en 1886, lorsque Signac et Seurat montent une exposition concurrente. Pissaro aura été le seul artiste présent aux huit Expositions impressionnistes.

Les impressionnistes ont eu une grande influence sur l'art de leur époque, la peinture, mais aussi sur la littérature et la musique.

L'EXPRESSIONNISME est la projection d'une subjectivité qui tend à déformer la réalité, pour inspirer au spectateur une réaction émotionnelle. Les représentations sont souvent basées sur des visions angoissantes, déformant et stylisant la réalité, pour atteindre la plus grande intensité expressive, reflet de la vision pessimiste que les expressionnistes ont de leur époque, hantée par la menace de la Première Guerre mondiale. Influencées par la psychanalyse naissante et par les recherches du symbolisme, les œuvres expressionnistes mettent souvent en scène des symboles.

Au début du XX^{ème} siècle, ce mouvement profondément ancré dans l'Europe du Nord (en particulier en Allemagne) est une réaction à l'impressionnisme français.

L'expressionnisme ne s'attache plus à la réalité physique et la soumet aux états d'âme de l'artiste. Il adopte une forme très agressive: des couleurs violentes, des lignes acérées, s'inscrivant dans la continuité du fauvisme qui commence à s'épuiser.

L'expressionnisme n'est pas vraiment un mouvement ou une école; les artistes expressionnistes forment de petits groupes, comme "Die Brücke" (Kirchner, Nolde, Schmidt-Rottluff) ou restent isolés, comme Matisse, Rouault, Soutine, Braque, Derain, ou Vlaminck, Kokoschka, Grosz ou Dix.

LE SYMBOLISME est une réaction au naturalisme. Il s'agit de "vêtir l'idée d'une forme sensible". Les symbolistes ne peignent pas fidèlement l'objet, mais recherchent une impression, une sensation, qui évoque un monde idéal et privilégie l'expression des états d'âmes. Les symboles permettent d'atteindre la réalité supérieure de la sensibilité.

Les thèmes symbolistes sont l'attente d'on ne sait quoi, le thème funéraire, la vie, le temps, les saisons, l'endormissement, le silence, le mutisme, la mélancolie, le désir d'autre chose, les allusions à la religiosité, le mystérieux, l'incertain, le fascinant, l'inconscient, les correspondances, l'analogie entre les choses, selon le poème de Baudelaire sur les correspondances.

Poètes symbolistes - Verlaine, Rimbaud, Mallarmé, Valéry, Claudel, Verhaeren, Maeterlinck, Swinburne.

Musiciens symbolistes – Debussy, Fauré, Ravel.

LE CUBISME est un mouvement artistique qui s'est développé de 1906 à 1914, autour de Georges Braque, Francis Picabia et Pablo Picasso.

Le terme cubisme provient d'une réflexion d'Henri Matisse relayée par le critique d'art Louis Vauxcelles, qui, pour décrire un tableau de Braque, parle de "petits cubes". Le cubisme prend source dans les écrits et dernières œuvres de Cézanne, plus exactement dans une phrase tirée d'une lettre du 15 avril 1904 de Cézanne à Émile Bernard: "Traitez la nature par le cylindre, la sphère, le cône, le tout mis en perspective, soit que chaque côté d'un objet, d'un plan, se dirige vers un point central." À partir de 1906 et de l'apparition des *Demoiselles d'Avignon*, considéré généralement comme le premier tableau cubiste, Picasso et Braque vont appliquer leurs théories non seulement aux paysages, mais aussi aux natures mortes et à la figure humaine.

Après la Première Guerre mondiale, le mouvement s'essouffle, avant de s'éteindre vers les années 1920.

LA CULTURE DE MASSE est un mouvement social orienté vers l'acquisition de connaissances de tout genre, vers un système d'éducation, vers un mode de vie et de pensée ou un style de comportement, mouvement qui se traduit par un acte de

consommation et par des codes de reconnaissance sociale qui poussent à une uniformisation de la perception de la réalité à l'échelle inter-communautaire.

Les prémisses de cette ère de la consommation de masse sont apparues au moment de l'industrialisation massive des sociétés occidentales, vers 1860, en même temps que l'apparition d'une période appelée *âge du papier*, correspondant à l'essor des premiers journaux à grande diffusion, à l'élargissement du public alphabétisé, aux progrès techniques dans les procédés d'impression et de diffusion. Ces phénomènes ont participé d'un ample processus d'acculturation et d'homogénéisation culturelle. De plus, dans cette période, les villes se sont considérablement développées. Alors, les attractions culturelles sont devenues un fer de lance commercial pour l'attractivité même des villes. Ce bond en avant de l'industrie du spectacle permet de rassembler, par-delà les distinctions sociales, le plus large public. Nous pouvons également lier le développement de la culture de masse à l'utilisation de plus en plus intensive de l'image dans les médias et aux différents progrès techniques qui ont amené à faciliter la diffusion de l'image (la photographie, le cinéma, la télévision, les magazines, l'Internet).

On parle d'une culture populaire, dont les outils sont utilisables par tous, sans distinction de classe sociale ou d'origine géographique. Avec la mondialisation et les moyens de communication, les idées se diffusent et deviennent homogènes. La combinaison de facteurs techniques, industriels et artistiques pour la production de biens culturels en grande quantité suppose aussi la mise en place d'enjeux financiers considérables.

III. LES COURANTS POLITIQUES (LIBÉRALISME, CONSERVATISME, SOCIALISME)

LE LIBÉRALISME est un mouvement intellectuel né dans l'Europe des Lumières des XVII^{ème} et XVIII^{ème} siècles, qui affirme les principes de la liberté et de la responsabilité individuelle. Il repose sur l'idée que chaque être humain possède des droits naturels, sur lesquels aucun pouvoir ne peut empiéter. En conséquence, les libéraux veulent limiter, au profit du libre arbitre de chaque individu, les choix imposés à la société par l'État ou par d'autres formes de pouvoir.

Le libéralisme est, d'abord, une morale individuelle, ensuite, une philosophie de la vie en société, et, enfin, une doctrine économique. Au sens large, le libéralisme prône une société fondée sur la liberté d'expression des individus, le respect du droit naturel et le libre échange des idées. Économiquement, il prône l'initiative privée et son corollaire - l'économie de marché. Politiquement, il prône un pouvoir limité, par la loi et les contre-pouvoirs, élu par le peuple et responsable devant lui, transparent et soumis à une constitution, garantissant les droits des minorités.

Le libéralisme s'oppose aux doctrines holistes, tel que le socialisme, l'étatisme ou le communautarisme. Il s'oppose aussi au totalitarisme. Il est en contradiction avec

les théories de l'étatisation totale de l'économie (tel le marxisme) ou de la régulation de l'économie par l'État. On y distingue trois domaines principaux: le libéralisme politique, le libéralisme économique, le libéralisme en matière de mœurs et sur les questions de société. L'école libérale dite «classique» se constitue comme une pensée cohérente, englobant tous les domaines de l'action humaine étudiés à cette époque-là. Ses représentants sont John Locke, David Hume, Condillac et Montesquieu, ou, en économie, Turgot, Adam Smith, John Stuart Mill.

En Roumanie, le **Parti National Libéral** fut fondé en **1875**, par la Coalition de Mazar Pacha, sous la présidence de Ion Bratianu. Le programme du parti comporte le principe "par nous-mêmes", le développement de l'industrie, du commerce et des banques (création de la BNR, en 1880), l'imitation du modèle occidental, l'élargissement de la participation à la vie politique par la baisse du cens.

LE CONSERVATISME est une philosophie politique qui est en faveur des valeurs traditionnelles. Tous les conservateurs promeuvent la défense des valeurs établies (le *statu quo*). C'est l'homme d'Etat anglo-irlandais **Edmund Burke** qui, en réaction à l'idée «des Lumières», développa ses idées d'une société guidée par une raison abstraite, plaidant pour les valeurs de la tradition. Pour Burke, la mise en place d'un gouvernement ne peut se baser sur des abstractions comme la "Raison", mais sur le développement historique de l'État et des autres institutions importantes de la société, comme la famille ou l'Église. Les conservateurs ne rejettent pas le changement, mais ils insistent pour que le changement soit organique, plutôt que révolutionnaire. Les conservateurs prônent fortement le droit à la propriété. Le Congrès de Vienne marqua le début d'une réaction conservatrice en Europe, qui se proposait de contenir les forces libérales et nationalistes relâchées par la révolution française. Joseph de Maistre fut le porte-parole le plus influent du conservatisme contre-révolutionnaire, avec une attention tout à fait particulière en ce qui concerne la monarchie comme sauvegarde de l'ordre dans la société. Le mouvement légitimiste est l'incarnation politique de cette pensée conservatrice de l'époque.

En Roumanie, le **Parti Conservateur** fut fondé en **1880**, sous la présidence de Lascar Catardji; en 1907, il subit une fusion avec la société conservatrice "La Jeunesse"; le parti assure la stabilité du gouvernement, à partir de 1872.

LE SOCIALISME désigne, par opposition au capitalisme, un système d'organisation sociale fondé sur la propriété collective (ou propriété sociale) des moyens de production. Il est l'objectif de divers courants apparus et développés depuis le XIX^{ème} siècle, ayant abouti aujourd'hui aux différents courants marxistes, anarchistes et social-démocratiques. Le mouvement socialiste recherche la justice sociale,

condamne les inégalités sociales et l'exploitation, défend le progrès social, et prône l'avènement d'une société égalitaire, sans classes sociales.

Du point de vue historique, on distingue deux phases dans la genèse du socialisme moderne. La première phase, le socialisme utopique, est le fait de penseurs de la première moitié du XIX^{ème} siècle, Saint-Simon, Owen, Fourier, Proudhon. La seconde phase fait son apparition à l'époque des Révolutions industrielles du XIX^{ème} siècle, le penseur principal de cette seconde phase étant Karl Marx.

Le **socialisme utopique** se caractérise généralement par l'idée de formation de petites communautés plus ou moins autogérées et organisant, à côté de la vie professionnelle, la vie sociale (logements, services sociaux et culturels, voire mœurs). La multiplication de ces communautés, fraternellement fédérées, devait modifier l'ensemble de l'organisation de la société. Le socialisme utopique a décliné après 1870, lorsque le marxisme s'est imposé comme l'idéologie majeure du socialisme. Il s'est cependant poursuivi par le mouvement coopératif et par les expériences communautaires des communautés hippies, forme récente de l'ancien socialisme utopique.

Le socialisme utopique ne prône généralement pas de révolution violente et ne fait pas confiance en l'action de l'État.

Le **socialisme marxiste** est une théorie politique basée sur la conception matérialiste de l'Histoire, et caractérisée par l'objectif de la mise en commun des moyens de production et des échanges, ainsi que par la répartition équitable des biens. Ce courant a été marqué par la pensée de Karl Marx, d'où le terme «marxisme». Il lutte pour un monde sans classes sociales et sans oppression, pour une société égalitaire et juste et pour la suppression de l'État, le dépérissement de l'État devant passer par deux étapes: tout d'abord, la prise du pouvoir par le prolétariat, ensuite, la dictature du prolétariat. Dans l'hypothèse léniniste de «l'État prolétarien», il faut que ce dernier disparaisse peu à peu. Quoi qu'il en soit, le but final est de parvenir à une société libre, égalitaire et fraternelle, débarrassée des rapports de hiérarchie, du travail salarié, des États et des frontières et de toute forme d'aliénation.

En Roumanie, les idées socialistes sont apportées par de jeunes intellectuels (les généreux), dont le premier document original fut le manifeste de C. Dobroudjeano-Gherea, de 1886. Le Parti Social-Démocrate des Travailleurs de Roumanie est fondé en 1893, mais il est très vite dissout par le départ de ses fondateurs.

IV. IDENTITÉS NATIONALES ET IDENTITÉ EUROPEENNE

Le XIX^{ème} siècle est surnommé «le siècle des nationalités», période de manifestation de l'idéologie et de l'action nationale.

La première moitié du XIX^{ème} siècle, c'est la période du **nationalisme romantique**, idéologie représentée par Jules Michelet, Giuseppe Mazzini ou N. Balcesco, dont les idées principales sont:

- l'histoire est le fondement de toute construction durable;
- la lutte pour la liberté et pour l'unité est légitimée par la langue, par la culture et la religion commune;
- l'association entre le nationalisme et le libéralisme;
- l'Etat national représente la formule idéale pour le développement de la société moderne.

L'action nationale comporte quelques moments forts:

- dans les Balkans, chez les Grecs: la Grèce se déclare indépendante en 1821, suite à l'émeute d'Alexandre Ypsilanti, mais les Turcs répriment le mouvement, par le massacre de Chio (22.000 morts) et, ensuite, par le siège de Missolonghi; l'indépendance de la Grèce fut reconnue seulement en 1829, par le traité d'Andrinople;
- chez les Wallons et les Flamands: ils obtiennent la reconnaissance de leur indépendance et de leur neutralité en 1830; la Hollande reconnaît le gouvernement du roi Léopold en 1839;
- les sociétés secrètes s'organisent en Italie (les Carbonari), en Espagne (les *comuneros*), en Valachie (la Fraternité) ou dans les Etats allemands (*Burschenschaften*);
- les révolutions nationales de 1848 se passent en Italie, en Allemagne, dans l'Empire de l'Autriche ou dans les pays roumains; les révolutions sont réprimées grâce aux actions des monarchies absolutistes ralliées pour la dernière fois dans le cadre de la Sainte Alliance.

La deuxième moitié du XIX^{ème} siècle, c'est la période de la formation de l'Etat roumain, de l'Italie et de l'Allemagne:

a. L'unité des Principautés roumaines fut réalisée dans un contexte international favorable, après la guerre de Crimée et la défaite de la Russie:

- lors du Congrès de Paris de 1856, le problème roumain est considéré comme un problème d'intérêt européen;
- en 1857, les Assemblées Extraordinaires de la Moldavie et de la Valachie expriment leur désir d'union;
- en 1858, les grands pouvoirs de l'Europe signent La Convention de Paris pour établir les conditions de l'unité roumaine; la Convention joue le rôle de Constitution pour le nouvel Etat;
- en janvier 1859, l'unité roumaine est réalisée par la double élection (aux Assemblées Electives de Iassy et de Bucarest) d'Alexandre Ioan Cuza; la double élection est reconnue par les grands pouvoirs, en 1859.

b. L'unité de l'Italie est réalisée par la diplomatie et par l'action militaire, sous la direction du royaume de Piémont-Sardaigne (le roi Victor-Emmanuel et le premier ministre Camillo Cavour):

- en 1858, s'établit, à Plombières, une alliance entre la France et le Piémont, contre l'Autriche;
- en 1859, la guerre éclate contre l'Autriche; elle est gagnée par les Franco-Piémontais, après les victoires de Magenta et de Solferino; ensuite, la Lombardie est réunie au Piémont; les duchés de Parme et de Modène, le Nord des Etats pontificaux et la Toscane demandent leur union au royaume de Sardaigne;
- en 1860, suite d'un soulèvement, Garibaldi va libérer la Sicile, puis l'Italie méridionale et Naples; en octobre, ces territoires décident, par plébiscite, leur union au royaume de Sardaigne; en mai 1861, le Parlement de Turin proclame Victor Emmanuel II roi d'Italie;
- suite à une alliance avec la Prusse et à la victoire contre l'Autriche de 1866 de Sadowa, la Vénétie est libérée et annexée;
- en 1870, l'engagement de la France dans la guerre avec la Prusse permet aux Italiens d'occuper Rome; le pape garde le Palais du Vatican, mais refuse de reconnaître l'Etat italien, ainsi que son roi.

c. L'unité de l'Allemagne se fait autour de la Prusse, grâce aux efforts du roi Guillaume I^{er} et de son chancelier Bismarck, suite à plusieurs guerres, doublées par des démarches diplomatiques; l'action fut préparée par le fonctionnement de l'union douanière (*Zollverein*) :

- en 1864, la Prusse et l'Autriche obtiennent la victoire contre le Danemark, gagnant le Schleswig et le Holstein;
- après avoir obtenu la neutralité française, suite à l'entrevue de Biarritz, la Prusse attaque l'Autriche; après la victoire prussienne de Sadowa, l'Autriche est obligée de se

retirer de la Confédération allemande; les Etats du Nord du Main forment une nouvelle Confédération, présidée par le roi de Prusse;

- en 1870, Bismarck réussit à provoquer la France à déclarer la guerre à la Prusse; après la bataille de Sedan, la France reconnaît sa défaite; le 18 janvier 1871, l'Empire allemand est proclamé à Versailles; l'Alsace et la Lorraine sont arrachées à la France par le Traité de Francfort.

À la fin du XIX^{ème} siècle, on assiste à l'exacerbation des idées nationales et à l'apparition de la xénophobie et du chauvinisme, surtout en Allemagne, en France ou en Russie, tandis que la forme romantique se poursuit chez les Polonais, les Tchèques, les Slaves du Sud, les Roumains. Les tensions provoquées par la politique antinationale des grandes Empires vont provoquer les deux guerres des Balkans, de 1912 et de 1913, puis la Première Guerre mondiale, entre 1914 et 1918.

À la fin de la Première Guerre mondiale, l'Empire Russe, l'Empire Allemand et l'Empire Autrichien disparaissent. Le principe de l'auto-détermination est d'abord affirmé par «Les 14 points» de **Wilson**. Par le suffrage populaire, les nationalités se prononcent pour la fondation de nouveaux Etats, qui seront reconnus par les traités de paix de Paris: l'Autriche, la Hongrie, la Tchécoslovaquie, le Royaume Serbe, la Pologne, la Roumanie.

À partir de la III^{ème} décennie du XX^{ème} siècle, le nationalisme comporte des formes radicales, comme le communisme, le fascisme, puis le nazisme. Les régimes totalitaires s'imposent en URSS, en Italie, puis en Allemagne, développant une politique révisionniste. L'Europe va se déchirer, suite à l'effondrement du système de sécurité collective et, puis, par l'éclatement de la Deuxième Guerre mondiale. De l'autre côté, les premières propositions d'unité européenne surgissent: Richard de Coudenhove-Kalergi propose, en 1922, le projet paneuropéen, puis, en 1929, Aristide Briand parle d'une fédération européenne. Néanmoins, seul signe de solidarité, le pacte Briand-Kellogg, contre la guerre, fut signé en 1928, par 63 états.

À la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les mouvements de la Résistance française («Combat») ou italienne («Le parti de l'Action») se prononcent pour l'unité de l'Europe. En 1946, Churchill propose, dans la Conférence de Zurich, la formation des «États-Unis de l'Europe». La même année, le président de Gaulle propose le projet de la «Maison Commune Européenne de l'Atlantique à l'Oural».

La construction européenne est mise en place à partir du projet de Jean Monnet et de Robert Schumann. Par le Traité de Rome, de 1957, on assiste à la formation de la CEE (Communauté Economique Européenne ou «Marché Commun»), avec la participation de la France, de l'Italie, de la RFA et des pays du Benelux. Les étapes de l'élargissement passent, tout d'abord, en 1973, par l'admission du Royaume Uni, de l'Irlande et du Danemark, puis, en 1981, par l'admission de la Grèce et, en 1986, par l'admission de l'Espagne et du Portugal. À partir de 1992, par le Traité de Maastricht, le nom change en Union Européenne, de nouveaux éléments d'unité s'ajoutant, comme la citoyenneté ou la monnaie unique, de même qu'une acceptation de l'élargissement vers l'est. En 1995, l'Union accepte la Finlande, la Suède et l'Autriche et, en 2004, le Chypre, Malte, la République Tchèque, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la Hongrie, la Slovaquie et la Slovénie. En 2007, on arrive à «l'Europe des 27», par l'adhésion de la Roumanie et de la Bulgarie.

Dans le cadre actuel de globalisation et de libre circulation, l'idée de la pureté nationale reste une illusion. Le concept de «nation politique» est, peu à peu, remplacé par le concept de «nation civique». Quand même, les nations européennes subsistent, individualisées par leur spécificité ethnoculturelle.

LE XX^{ème} SIÈCLE ENTRE DEMOCRATIE ET TOTALITARISME

I. IDÉOLOGIE ET PRATIQUES POLITIQUES EN EUROPE

Le XX^{ème} siècle et surtout la période de l'entre-deux-guerres sont marqués par la coexistence et la collision de la démocratie et du totalitarisme, en tant qu'idéologies et régimes politiques.

Les idéologies démocratiques en sont le libéralisme, la démocratie sociale et le conservatisme, même le nationalisme modéré. Elles se trouvent à la base des régimes constitutionnels démocratiques, spécifiques aux États de droit, soutenant le règne de la loi, la séparation des pouvoirs, le pluralisme et les libertés des citoyens.

L'échec de la démocratie entre les deux guerres est déterminé par les difficultés économiques (surtout par la grande crise), par les mouvements de revendication sociale, par les rivalités politiques et le manque d'expérience de l'électorat, de même que par les tendances autoritaires de l'exécutif, par l'émergence des mouvements politiques extrémistes, des excès nationalistes et des manifestations révisionnistes.

Par conséquent, les régimes démocratiques survivront dans le Royaume Uni, en France, aux Pays Bas, en Belgique, en Suisse, au Danemark, en Norvège, en Suède et en Tchécoslovaquie, tandis qu'en Russie, en Allemagne, en Italie, en Espagne, au Portugal ou en Grèce et, ensuite, à l'est de l'Europe, s'installent des régimes autoritaires, même totalitaires.

Les idéologies extrémistes de droite sont le fascisme et le nazisme, tandis que la seule idéologie extrémiste de gauche est le communisme.

Les caractéristiques du fascisme sont:

- l'exaltation du nationalisme (le désir de restaurer l'Empire Romain et la latinité);
- l'État policier sécuritaire, imposant le haut centralisme, l'embrigadement des masses et l'encadrement de la population, fidélisée par la propagande (des slogans comme: «croire», «obéir», «combattre»);
- la solidarité, le corporatisme (organisation sociale des groupes professionnels);
- la méfiance par rapport aux étrangers;
- le révisionnisme et l'expansionnisme européen et mondial.

Le régime fasciste s'installe en Italie, en 1922. En octobre, le roi Victor-Emmanuel III invite Mussolini, le chef des faisceaux de combat, à former le ministère.

En janvier 1925, les partis politiques et les syndicats sont supprimés et la dictature commence: Il Duce prend ses pleins pouvoirs, assisté par le Grand Conseil Fasciste. La Chambre des Faisceaux et des Corporations remplace, alors, la Chambre des députés. La monarchie survit dans l'ombre. La nation est emprisonnée, surveillée par la police politique, manipulée par l'enseignement civique.

L'économie connaît des progrès par la mobilisation financière et par la solidarité.

À l'extérieur, l'État fasciste manifeste une politique révisionniste et militariste. En novembre 1936, Il Duce proclame l'axe Rome-Berlin. La collaboration italo-allemande continue après 1939 en Espagne, en Albanie, puis en Afrique.

Suite au débarquement allié en Sicile, en 1943, le Grand Conseil Fasciste exige la démission de Mussolini. C'est la fin du régime fasciste en Italie. Le maréchal Badoglio accepte l'armistice, le 3 septembre 1943.

Les caractéristiques du nazisme sont:

- le national-socialisme, doctrine du NSDAP, parti politique allemand, fondé en 1919 par Drexler et développé par Hitler, dans son oeuvre, *Mein Kampf*;
- une idéologie essentiellement totalitaire et raciste (le culte de la race pure, arienne, l'anti-judaïsme, le chauvinisme contre les Slaves, les Asiatiques, les Arabes, les Tziganes);
- l'unité assurée par la dictature, par le culte du dirigeant (*Führer*);
- le culte de l'Empire (le III^{ème} Reich);
- une police politique secrète (la Gestapo), une milice privée (le SS, puis le SA), des associations parallèles (la Jeunesse Hitlérienne, Les Femmes allemandes);
- la pratique de l'eugénisme social (politique d'assainissement);
- une attitude révisionniste (la contestation du traité de Versailles, la politique de l'espace vital, l'exaltation de la guerre);

Le pouvoir nazi s'installe le 30 janvier 1933, quand le président Hindenburg décide de nommer Hitler à la chancellerie. Le 23 mars, Hitler obtient les pleins pouvoirs et légalise la dictature. En juillet 1933, le NSDAP est proclamé parti unique. Enfin, le 2 août 1934, après la mort du président Hindenburg, Hitler se fait proclamer Führer, cumulant les fonctions de chef de l'Etat et de chef du gouvernement.

À partir de 1935, l'État allemand adopte des lois antisémitiques («Les lois de Nürnberg»).

En mars 1935, Hitler rétablit le service militaire obligatoire, puis, en 1936, il réoccupe la zone de la Rhénanie. En mars 1938, il annexe l'Autriche, puis, en septembre 1938, il obtient la région des Sudètes. Le 23 août 1939, il négocie le traité de non-agression avec la Russie, prévoyant le partage de l'Europe.

Entre 1939-1945, l'Allemagne nazie mène une guerre meurtrière, dont la victime est l'Europe entière.

Le régime tombe, suite aux victoires des Alliés et de la mort d'Hitler, le 30 avril 1945.

Les caractéristiques du communisme sont:

- la politique économique communiste est caractérisée par les nationalisations et la formation de la propriété de l'Etat (du peuple), puis de la propriété coopératiste.
- une idéologie antilibérale prétendument scientifique et démocratique, prônant la lutte de classe et le rôle du Parti communiste dans l'organisation de la révolution prolétarienne, idéologie fondée par K. Marx et Fr. Engels;
- l'idéal d'une société sans classes, d'une organisation sans Etat, fondée sur la possession commune des moyens de production, sur l'égalité et la justice;
- dans sa variante léniniste, il envisage la destruction de l'appareil d'Etat bourgeois par la révolution prolétarienne et la construction d'un Etat ouvrier (la dictature du prolétariat, considéré comme un régime démocratique).

Le pouvoir communiste s'installe tout d'abord en Russie, suite à la Grande Révolution d'octobre 1917 qui amène au pouvoir les bolchéviques de Lénine, qui sont aussi les gagnants de la guerre civile de 1918-1921. A partir de 1923, on assiste à la formation du premier État fédéraliste communiste du monde, l'URSS, dans lequel le contrôle est assuré par la police politique (CEKA, NKVD), la censure, le travail forcé, les réquisitions, les déportations et les épurations.

Formée au temps de la guerre civile, l'Armée Rouge est utilisée pour garder l'ordre à l'intérieur et, ensuite, comme force de défense et d'expansion dans la Deuxième Guerre mondiale

Le régime communiste russe connaît des progrès: au niveau de l'industrie, de la liquidation de l'analphabétisme, de la protection sociale. Mais on enregistre aussi des excès d'autoritarisme - le proletcultisme, le culte de la personnalité de Staline, la politique révisionniste et expansionniste.

L'influence du communisme augmente après la Deuxième Guerre mondiale. Des régimes communistes s'installent en Europe de l'Est, en Asie, en Afrique et même en Amérique (Cuba).

Par contre, le communisme subit un échec irrémédiable, à partir de 1989, surtout en Europe de l'Est.

II. IDÉOLOGIES ET PRATIQUES POLITIQUES EN ROUMANIE

Après 1918, le système démocratique roumain se développe par l'adoption du vote universel, en 1918, et d'une nouvelle Constitution, en 1923, et par l'émergence de nouveaux partis, comme Le Parti du Peuple de Al. Averescu ou Le Parti National des Paysans. Les partis de gouvernement, garants du régime démocratique, sont le Parti National Libéral et le Parti National des Paysans.

LE LIBERALISME roumain est une idéologie d'inspiration occidentale, centré sur l'individu.

- après la Grande Guerre, le néo-libéralisme accepte ou recommande le dirigisme; ses idéologues roumains sont St. Zeletin, M. Manoilescu, V. Bratianu, V. Slavescu;
- en économie, les libéraux sont les souteneurs de l'industrie et de l'urbanisation, éléments fondamentaux pour l'indépendance politique;
- ils recommandent le protectionnisme, la valorisation des ressources nationales (les ressources naturelles, la force de travail, le capital), recommandations synthétisées dans le principe "par nous-mêmes";
- au niveau politique, les libéraux sont les souteneurs de la démocratie libérale, du constitutionnalisme, de la séparation des pouvoirs, du vote universel;
- le Parti National Liberal, dirigé par I.I.C. Bratianu, puis par C. Bratianu et par I.G. Duca, est l'initiateur des grandes réformes entre 1918 et 1927 - la loi électorale de 1918, la Constitution de 1923, la loi des mines de 1924;
- le parti connaît le déclin après la mort de I.I.C. Bratianu (1927) et de I.G. Duca (1933); les causes de ce déclin se trouvent dans l'incapacité du parti de résoudre les problèmes économiques pendant la Grande Crise, dans les rivalités pour le pouvoir, dans les dissidences et les scissions, dans les rapports tendus avec la monarchie au temps de Charles II et, enfin, dans ses faibles résultats aux élections de 1937.

LE PARTI NATIONAL DES PAYSANS s'inspire de l'idéologie des deux partis qui se trouvent à son origine: l'idéologie agrarienne et celle des *junimistes*, se proposant lui-même en tant que «troisième voie» (entre le libéralisme et le socialisme); ses théoriciens sont: V. Madgearu, I. Mihalache (président du parti) et Gh. Zane.

- en économie, ils sont les souteneurs de la tradition agrarienne, de la petite propriété paysanne et des paysans comme classe homogène, indépendante, productrice; ils acceptent aussi la nécessité de la petite industrie, tout en s'opposant au grand capital et à l'oligarchie bourgeoise;
- au niveau politique, ils sont les souteneurs de l'État paysan, expression de la démocratie, de la séparation des pouvoirs et du constitutionnalisme;
- le parti connaît le déclin dans les années 1930, surtout après le scrutin de 1937; il reviendra au devant de la scène politique à la fin du régime Antonescu, jetant les fondements de l'Opposition Unie, puis du Bloc National Démocratique; il sera dissous en 1947, par la décision du gouvernement Groza

Les difficultés du système démocratique roumain entre-les-deux-guerres sont provoquées par:

- la pratique de la nomination du gouvernement par le roi, avant les élections;
- l'instabilité gouvernementale (30 gouvernements entre 1918 et 1938, 10 élections générales);
- la politique autoritaire du roi Charles II;
- l'échec des grands partis aux élections de 1937;
- l'ascension des forces politiques extrémistes dans un climat international tendu.

L'EXTREME GAUCHE est représentée par le PARTI COMMUNISTE ROUMAIN (PCR), créé en 1921, par la séparation de la fraction bolchévique maximaliste et l'affiliation à la III^{ème} Internationale communiste (Komintern). Le PCR adopte une politique «antinationale» supervisée par le Komintern, demandant le démantèlement de la Grande Roumanie qui était considérée comme entité coloniale, «occupant illégalement» la Transylvanie, la Dobroudja, la Bessarabie et la Bucovine. En 1924, le Komintern provoque les autorités roumaines, en encourageant une insurrection à Tatar Bunar, en Bessarabie du sud, tentative de créer une république moldave sur le territoire de la Roumanie. Impliqué en ces événements, le PCR est déclaré illégal, en 1924. Le parti communiste n'a, à ses débuts, que peu d'influence en Roumanie. Jusqu'à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les membres de nationalité roumaine y étaient en minorité, ce qui lui conféra une image de «parti étranger»: entre 1924 et 1944, aucun de ses secrétaires généraux ne fut d'ethnie roumaine (V. Holostenco, A. Stefanski, St.Foris). Le parti interne ne survit qu'en tant que groupe clandestin, autour de Gheorghe Gheorghiu-Dej. Au temps du gouvernement Antonescu et de la participation du pays à la guerre antisoviétique, le PCR approche l'Opposition Unie. Pour négocier un armistice avec les soviétiques, le PNL, le PNP et le PSD acceptent de s'allier avec le PCR, formant Le Bloc National Démocratique. Après le coup d'Etat du 23 août 1944 et l'armistice du 12 septembre 1944, le PCR émerge comme une force importante. Il sera, par la suite, le parti au pouvoir durant l'ère communiste (1945-1989) et disparaîtra après la révolution.

L'EXTREME DROITE est représentée par LE MOUVEMENT LEGIONNAIRE, mouvement nationaliste, corporatiste, antijuif, antidémocratique et mystique, qui existe en Roumanie entre 1927 et le début de la Seconde Guerre Mondiale. Elle est fondée en

1927 par Corneliu Zelea Codreanu, en tant que *Légions de l'Archange Michel (Legiunea Arhanghelului Mihail)* et en dirigée jusqu'à sa mort, en 1938. En mars 1930, Codreanu forme la *Garde de fer*, branche paramilitaire et politique de la Légion. Le 10 décembre 1933, le premier ministre libéral roumain I.G. Duca bannit la Garde de fer. Ses membres se vengent en assassinant Duca, le 29 décembre, dans la gare de Sinaia. Alors le parti est mis hors la loi. Réorganisés sous le nom de «*Tout pour le pays*», les légionnaires deviennent, en 1937, le 3^e parti au Parlement. Mais, début 1938, le roi dissout le Parlement. Codreanu est arrêté et emprisonné en avril 1938. Avec d'autres légionnaires, il est tué durant la nuit du 29 au 30 novembre 1938, sous prétexte officiel qu'il avait tenté de fuir. Quand même, en 1940, la Légion, alors conduite par Horia Sima, est amenée de nouveau au pouvoir. Elle participe au gouvernement de I. Antonescu, entre septembre 1940 et janvier 1941, imposant une politique antisémite. Cependant, la Légion surévalue sa puissance. Le 24 janvier 1941, Antonescu réprime avec succès un coup d'État militaire de la Légion. La Légion perd alors son rôle au sein du gouvernement, ainsi que sa protection. Horia Sima et de nombreux autres légionnaires se réfugient en Allemagne. D'autres sont emprisonnés.

LES CONSTITUTIONS EN ROUMANIE (SYNTHÈSE)

1. LE CONTEXTE DE LA PROMULGATION DE CHAQUE CONSTITUTION

- *Le **1/13 juillet 1866**, après l'installation d'un prince étranger, pour jeter les fondements d'un Etat moderne;
- *Le **27 mars 1923**, après l'achèvement de l'État national unitaire, pour renforcer l'unité et les réformes;
- *Le **27 mars 1938**, pour statuer le régime d'autorité personnelle du roi Charles II;
- *Le **13 avril 1948**, pour statuer le régime de démocratie populaire et la République Populaire;
- *En **1952**, pour remplacer le principe de la souveraineté de la nation par le principe de la dictature du prolétariat;
- *Le **21 août 1965**, pour changer le nom de l'État (RSR) et pour préciser le but du régime - la construction de la société socialiste; pour marquer le retour à la dénomination historique de PCR et pour fixer son rôle dirigeant;
- *Le **8 décembre 1991**, pour marquer le retour à la démocratie et au pluralisme politique.

2. LE CARACTÈRE DE CHAQUE CONSTITUTION ET DU RÉGIME ÉTABLI

- démocratique, moderne, libéral, pour les constitutions de 1866, 1923 et 1991;
- prétendument démocratique, dissimulant un régime autoritaire, en 1938, ou totalitaire, en 1948, 1952 et 1965;

3. LES PRINCIPES CONSTITUTIONNELS

- la souveraineté de la nation (art.31 de la Constitution de 1866, art.33 de la Constitution de 1923, art. 2 de la Constitution de 1991) ou du peuple (art.29 de la Constitution de 1938, art. 3 de la Constitution de 1948); la représentativité;
- la séparation des pouvoirs (nette, en 1866, 1923 et 1991, mais, par contre, limitée, en 1938, 1948, 1952 et 1965);
- la responsabilité ministérielle;
- la monarchie (1866, 1923, 1938) ou la république (1948, 1952, 1965, 1991);
- le caractère inaliénable et indivisible de l'Etat.

4. LA SÉPARATION DES POUVOIRS

***Par les Constitutions de 1866 et de 1923:**

- le pouvoir législatif est partagé entre le Prince (puis le Roi) et une Assemblée bicamérale (Sénat et Chambre), la Représentance Nationale ou le Parlement;
- le pouvoir exécutif est partagé entre le Prince (puis le Roi) et le gouvernement;
- le pouvoir judiciaire est assuré par La Haute Cour de Justice et de Cassation, au nom du Prince ou du Roi.

***Par la Constitution de 1938**, le Roi, chef de l'Etat, réunit le droit d'initiative, le droit de gouverner par décrets, le droit de dissoudre l'Assemblée et le droit de nommer les sénateurs. Le Parlement est encadré par les membres d'un parti unique et personnel qui s'appelle *Le Parti de la Nation*.

***Par les Constitutions communistes de 1948, de 1952 et de 1965:**

- le pouvoir législatif est assuré par la Grande Assemblée Nationale, organisme unicaméral et par le Conseil d'État;
- le pouvoir exécutif est assuré par le Conseil des Ministres et, à partir de 1974, par le Président de la République; les ministres sont des membres du PMR (POR), puis du PCR;
- le pouvoir judiciaire est assuré par La Haute Cour de Justice.

***Par la Constitution de 1991:**

- le pouvoir législatif est assuré par le Parlement bicaméral (le Sénat et la Chambre) et par la Cour Constitutionnelle;
- le pouvoir exécutif est assuré par le gouvernement et par le Président, qui assume un rôle de médiateur;
- le pouvoir judiciaire est assuré par La Haute Cour de Justice.

5. LES DROITS DES CITOYENS

***Par la Constitution de 1866**, les droits des citoyens sont assurés seulement pour les chrétiens: la liberté individuelle, de conscience, d'expression, d'association, l'inviolabilité de la personne et du domicile, le droit à l'instruction et la propriété, déclarée sacrée et inviolable. Pour mettre en place une condition du traité de Berlin, en 1879, l'article 7 de la Constitution fut modifié et les droits des citoyens garantis sans discriminations.

*** Par la Constitution de 1923**, les droits des citoyens sont garantis sans distinction d'origine ethnique, de langue, de religion. Les droits des minorités sont assurés et la propriété est garantie.

*** Par la Constitution de 1938**, les droits des citoyens sont limités par la censure et l'état de siège, par l'augmentation des prérogatives du Roi aux dépens du Parlement et par les restrictions électorales (droit de vote après l'âge de 30).

***Par les Constitutions de 1948, 1952, 1965**, les droits des citoyens sont largement affirmés, mais, en pratique, ils sont souvent enfreints: le droit au travail, au repos, à l'instruction, les droits des minorités, la protection de la famille, la liberté de la conscience et de la presse, le droit d'élire et d'être élu. La propriété privée est éludée au profit de la propriété de l'État (du peuple) ou de la propriété associative (coopératiste). En 1952, on introduit l'obligation du plan et le monopole de l'État sur le commerce. En 1965 on ajoute le droit de réunion et de démonstration, mais sans porter atteinte à l'ordre social établi.

*** Par la Constitution de 1991**, les droits des citoyens sont garantis sans distinction de race, de nationalité, d'origine, de langue, de religion, de sexe, d'opinion, d'appartenance politique, de fortune ou d'origine sociale: le droit à la vie, la liberté individuelle, le droit à la défense, l'inviolabilité de la correspondance et du domicile, la liberté de conscience et d'expression, le droit à l'information, le droit à l'instruction, le droit d'association, le droit de pétition. On y ajoute de nouveaux droits, comme la libre circulation, la liberté économique ou le droit d'initiative de l'électorat et la garantie de la propriété.

6. LE SYSTÈME ÉLECTORAL est, d'abord, fondé sur le principe censitaire, en 1866, et, ensuite, sur le suffrage universel, en 1923, 1938, 1948, 1952, 1965 et 1991.

***Par la Constitution de 1866**, le droit de vote est accordé aux citoyens mâles tenus à payer un impôt d'au moins 80 lei, à l'exception des officiers à la retraite, des professeurs et des retraités. On prévoit la formation des 2 collèges pour le Sénat et de

4 collèges pour la Chambre, dont le dernier collège, formé par des délégués (un délégué pour 50 électeurs).

* **Par la Constitution de 1923**, le droit de vote est accordé aux hommes au-dessus de 21 ans, à l'exception des magistrats et des militaires de carrière. Le vote est direct, égal, obligatoire et secret.

***Par la Constitution de 1938**, le droit de vote est accordé aux citoyens mâles au-dessus de 30 ans, lettrés.

***Par les Constitutions de 1948, 1952, 1965**, le droit de vote est accordé aux citoyens au-dessus de 18 ans, à l'exception de ceux qui sont privés de leurs droits civils et politiques par décision judiciaire. Les femmes obtiennent le droit d'élire et d'être élues.

* **Par la Constitution de 1991**, les droits électoraux restent les mêmes, mais leur exercice devient réel dans le cadre du pluralisme. Le vote est librement exprimé. A partir de novembre 2008, les élections législatives s'organisent sur un système mixte, à moitié uninominal et à moitié par listes de parti.

L'ÉTAT ET LA POLITIQUE

LA ROUMANIE APRÈS LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE: STALINISME, NATIONAL-COMMUNISME ET DISSIDENCE ANTICOMMUNISTE

1. Les prémisses de l'installation du régime communiste

- les événements du 23 août 1944 (coup d'Etat, insurrection anti-hitlerienne, tournant dans la logique de la guerre): le jour même où les troupes soviétiques pénètrent dans le pays, le roi Michel destitue le maréchal Antonescu et le remplace par le général Sănătescu, nommé à la tête d'un gouvernement d'union nationale; la Roumanie rejoint les Alliés, participant à la libération de son propre territoire et, ensuite, à celui de la Hongrie et de la Tchécoslovaquie;
- la présence soviétique: l'Armée Rouge occupe le pays; l'armistice entre la Russie et la Roumanie est signé le 12 septembre 1944, dans des conditions très dures; la Transylvanie, enlevée aux Hongrois, passe sous administration soviétique;
- les communistes confisquent le pouvoir, avec le soutien des soviétiques.

Le 6 mars 1945, Andrei Y. Vishinsky, commissaire politique soviétique, arrive à Bucarest et force le roi à nommer P.Groza comme chef d'un gouvernement dominé par les communistes et par les «partis satellites». Le 9 mars 1945, l'Union Soviétique est

d'accord pour céder le nord de la Transylvanie à la Roumanie. Puis, le 23 mars, une réforme agraire est proclamée, qui se propose d'anéantir les grandes propriétés et de donner des terres aux paysans. La popularité du régime augmente.

*En novembre 1946, des élections truquées vont confirmer le gouvernement de Groza, en dépit des vives protestations des États-Unis et du Royaume-Uni qui soutenaient l'influence des forces monarchistes sous le roi Michel I^{er} de Roumanie. Groza maintient l'illusion d'un gouvernement de coalition, en nommant des membres de diverses formations politiques à des postes dans son cabinet.

En dépit de l'apparence de libéralisme, suite à l'accord sur le vote des femmes, le gouvernement commence, en 1947, à s'attaquer à des organisations politiques entières, en arrêtant des membres clé du Parti National Paysan et provoquant la dissolution du PNL. Finalement, en décembre 1947, Groza force le roi Michel à abdiquer et abolit la monarchie, en déclarant fermement l'Etat comme devenant une «République Populaire». En 1948, on accomplit la fusion PCR, PSD et partis satellites, pour former le *Parti des Travailleurs Roumains*, formation politique unique. Ainsi, le gouvernement Groza facilite la transition vers le totalitarisme.

2. Le régime Gheorghe Gheorghiu-Dej (1945-1965)

Gheorghiu-Dej devient secrétaire général du Parti Communiste Roumain en 1944, mais ne consolide son pouvoir qu'en 1952, en évinçant la «faction moscovite» du parti. Il est aussi le principal instigateur à l'assassinat de Ștefan Foriș, en 1946, et à l'arrestation de Lucrețiu Pătrășcanu, en 1948, deux de ses rivaux au sein du parti. Gheorghe Gheorghiu-Dej fut le chef de l'état communiste de la Roumanie de 1948 à 1965.

C'est la période de l'installation d'une économie socialiste, sur modèle soviétique:

- l'étatisation des entreprises (à partir de juin 1948);
- le développement forcé de l'industrie, fondement de l'indépendance économique;
- la réforme de 1949-1962, qui collectivisait la plus grande partie de la propriété rurale, pour créer les bases d'une agriculture intensive (75% des terres);
- la planification stricte et centralisée (les premiers plans de 1949 et 1950 étaient établis pour une année; le premier plan quinquennal a été introduit en 1951);
- le système socialiste de compétitions de travail: les chantiers nationaux, le stakhanovisme, la médaille «Héros du travail socialiste».

Le régime crée l'équivalent roumain des goulags soviétiques et s'appuie sur la Sécurité, police politique fondée en 1948, dans le cadre du Ministère de l'Intérieur. Il utilise la terreur contre ses opposants (politiciens, intellectuels, curés, paysans aisés), pratiquant des épurations (L.Patrascanu, A.Pauker, V.Luca) et l'emprisonnement politique, à Sighet, Pitesti, Aiud, Târgu Jiu.

Dej est l'architecte d'une politique "indépendante" de la Roumanie au sein du CAEM et du Pacte de Varsovie. Il mène une déstalinisation limitée et un certain désengagement vis-à-vis du bloc communiste. Ainsi, il obtient le départ des troupes soviétiques, en 1958. À la fin de sa vie, Gheorghiu-Dej établit des relations diplomatiques avec les États-Unis et avec les pays occidentaux. En avril 1964, le Parti

adopte une «Déclaration» sur les nouveaux principes de la politique étrangère roumaine: l'égalité et la non-immixtion dans les affaires intérieures des autres pays.

Gheorghiu-Dej meurt en 1965, à Bucarest. Nicolae Ceaușescu lui succède à la tête du parti communiste de Roumanie.

3. Le régime Ceaușescu (1965-1989)

a. Le communisme national (1965-1971)

En mars 1965, Nicolae Ceaușescu devient premier secrétaire du Parti des Travailleurs de Roumanie. Une modeste libéralisation s'amorce dans le domaine politique. L'une de ses premières décisions est de rebaptiser le parti en PCR et de déclarer que son pays serait désormais la «République Socialiste de Roumanie». En 1967, il consolide sa position en se faisant élire, comme président du Conseil d'État. Puis, en 1968, il prend aussi la présidence du Conseil pour la Défense.

Au niveau des droits des citoyens, l'Etat autorise la libre circulation et la petite propriété privée et encourage la critique des erreurs politiques du régime Dej.

En 1970, l'état de «socialisation» de la Roumanie est devenu très avancé: 94% de la population active est employée dans le secteur socialiste.

C'est une période de décollage économique qui correspond à l'affirmation de l'autonomie roumaine dans le camp socialiste et à l'ouverture extérieure vers l'Ouest. La Roumanie est le seul pays de tous les membres du COMECON à rejoindre le FMI, en 1973. Elle se déclare pays socialiste en voie de développement, cherchant une intégration dans l'économie mondiale. La Roumanie signe des contrats financiers et techniques avec la Grande-Bretagne, l'Autriche, la France, le Brésil et l'Inde. Le commerce avec l'Europe Occidentale représente, ainsi, en 1971, 10% du volume global. L'Allemagne de l'Est est un partenaire privilégié.

La popularité de Ceaușescu dans les milieux européens est, alors, assez importante, en raison de sa politique indépendante à l'égard des dirigeants soviétiques. Tout en restant formellement membre du Pacte de Varsovie, la Roumanie décline sa participation à certaines opérations militaires de l'alliance, Ceaușescu allant jusqu'à condamner l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes du Pacte, en 1968. La même année, il reçoit la visite du général de Gaulle.

Cependant, le régime se transforme progressivement, pour laisser place à une autocratie de plus en plus prégnante. Le début des années 1970 peut être considéré comme le tournant du régime. Peu après sa visite officielle en Chine et en Corée du Nord, en juillet 1971, Ceaușescu lance la «révolution culturelle» (culture de masse, protochronisme, culte de la personnalité). Apparemment, il vise la création idéologique de «l'Homme nouveau», façonné à la fois par le communisme et par l'héritage national.

b. Le régime personnel (1971-1989)

Comme la plupart des dictateurs, Ceaușescu institue en sa faveur un culte de la personnalité, se faisant désigner sous les titres de «*Conducator*» et même de «*génie*»

des Carpates» ou, encore, en se faisant fabriquer un sceptre, comme un roi. L'historiographie roumaine de l'époque communiste le comparait d'ailleurs régulièrement avec les grands héros nationaux du passé. Le népotisme est également une caractéristique de l'époque. Les membres de sa famille se voient octroyer de multiples avantages matériels et honorifiques. Ceaușescu se refuse à mettre en œuvre la moindre réforme d'inspiration libérale. Il se tient obstinément à une vision stalinienne et maintient, voire accroît la mainmise de la Securitate sur la liberté de la parole dans les médias. Il ne tolère aucune opposition interne.

En 1974, Ceaușescu ajoute à ses titres officiels celui de président de la République, tandis que le Parti lance son programme pour la construction de la société socialiste multilatéralement développée.

En économie, les plans de 1971 et 1976-1987 renforcent l'industrialisation. Le régime peut se vanter avec quelques réalisations majeures: électrification des chemins de fer, aménagement des transports, construction du complexe de fer et d'acier de Călărași, le nouveau port de Mangalia et le port industriel de Tulcea, la modernisation portuaire de Constanța et la transformation de Sulina, le canal Danube-Mer Noire (1973-1984). Mais, à partir de 1973, le pays est confronté aux problèmes provoqués par les deux crises du pétrole. On met alors l'accent sur le développement de nouvelles sources d'énergie (les hydrocentrales de l'Olt, l'extraction du charbon dans la vallée de Jiu et du lignite à Golești). La consommation est progressivement restreinte. La coopération avec l'Ouest faiblit. Ainsi, à partir de 1975, le paysage économique se dégrade, à cause aussi de la faillite de la politique agricole à long terme.

Le programme de systématisation, pour la réduction des différences ville-campagne, se traduit par des bouleversements et en particulier par la démolition systématique de nombreux villages, avec déplacement de la population dans des petites structures urbaines. La systématisation est la plus visible à Bucarest même, où un bon cinquième de la vieille ville est rasé, pour être reconstruit selon les vues de Ceaușescu. De nombreux trésors historiques et bâtiments classés disparaissent, pour qu'on puisse édifier le Palais du peuple et un quartier réservé à la nomenklatura.

Malgré le totalitarisme, la politique étrangère indépendante vis-à-vis de l'Union soviétique suscite l'intérêt des puissances occidentales. La Roumanie est le premier des pays de l'Est à entretenir des relations officielles avec la CEE: un accord incluant la Roumanie dans le système de préférences généralisées de la Communauté est signé en 1974 et un autre, sur les produits industriels, en 1980. Ceaușescu obtient de nombreux prêts des institutions financières occidentales, prêts censés financer des programmes de développement économique, mais qui déséquilibrent gravement les finances du pays. Dans les années 1980, Ceaușescu ordonne l'exportation d'une grande partie des productions industrielle et agricole, afin de rembourser les dettes du pays. Ce qui n'était jusque-là que de la pénurie courante se transforme, pour de nombreux Roumains, en un combat quotidien pour la survie.

La politique sociale mise en œuvre par Ceaușescu contribue à aggraver la situation. Il se lance dans une politique nataliste contraignante, interdisant en 1966, par le décret 770, aussi bien l'avortement, que la contraception et imposant de sévères restrictions pour le divorce. La population augmente, en effet, mais au prix de l'abandon

de milliers d'enfants, placés dans des orphelinats d'État, mal gérés et où sévit une mortalité infantile surélevée, due aux manques chroniques de soins et de médicaments.

c. Chute du régime de Ceașescu (décembre 1989)

La politique menée par le régime force la population de réduire considérablement sa consommation, afin de pouvoir augmenter les exportations en vue du maintien d'une position d'indépendance et du remboursement de la dette nationale. Les infrastructures industrielles se montrent incapables d'adaptation technologique. La mortalité infantile connaît une hausse dramatique et la natalité stagne.

Lors du plénum du Comité Central du PCR (12-14 avril 1989), l'on décide le non-recours aux crédits extérieurs; 30% du revenu national devra être consacré à l'investissement. Mais la production baisse dans le domaine énergétique et l'on adopte alors des mesures fermes d'économies d'énergie, qui plongent la population dans le froid et dans l'obscurité.

Face aux «dangers» de la perestroïka, Ceașescu dénonce la trop faible mobilisation idéologique qui aurait conduit à un relâchement dans le travail. Il refuse à reconnaître la faillite politique et économique du régime

L'affaiblissement du régime est aussi le fait d'une certaine dissidence. C'est d'abord la protestation des intellectuels contre la violation des droits de l'homme, de la liberté de la conscience, de la parole, de l'association, contre la censure, la manipulation, l'endoctrinement et contre la limitation du droit de libre circulation. Ainsi, en 1977, l'écrivain Paul Goma adhère au mouvement de la "Charte'77" : il est obligé de s'exiler. Ensuite, ce sont les protestations des ouvriers de Valea Jiului (1977) ou de Brașov (1987) contre l'abaissement de leur niveau de vie, la pénurie des produits de base et l'absurdité des charges imposées par le plan. Aux années 1980, il y a surtout les protestations individuelles des anciens membres de la nomenclature ou des intellectuels contre la dictature personnelle. Elles sont diffusées par les médias («L'Europe Libre», BBC, «La Voix de l'Amérique»), par des lettres ouvertes (le groupe des six) ou par des interviews (Mircea Dinescu, Silviu Brucan). Le régime reste fermé à toute suggestion, tandis que les personnages impliqués subissent la molestation de la police politique.

Le régime de Ceașescu s'effondre après avoir ordonné aux forces armées et à la Securitate d'ouvrir le feu sur les manifestants anti-communistes dans la ville de Timișoara le 17 décembre 1989. Mais la rébellion se propage à Bucarest, probablement aiguillonnée par la décision peu opportune de Ceașescu d'y organiser, le 21 décembre 1989, un rassemblement de masse, censé confirmer le soutien populaire au régime. La manifestation, diffusée en direct à la télévision, se transforme en une démonstration massive de protestation contre le régime. Le lendemain, les manifestants envahissent le bâtiment du Comité Central où Ceașescu préside une réunion. Il décide de s'enfuir avec sa femme. Ensuite, les manifestants s'attaquent à la chaîne de télévision publique et parviennent à en prendre le contrôle. Les forces armées fraternisent spontanément avec les manifestants.

Le 25 décembre 1989, suite à un procès expéditif, rendu par un tribunal auto-proclamé, Nicolae et Elena Ceaușescu, coupables de génocide, sont condamnés à mort et aussitôt fusillés dans la base militaire de Târgoviște.

De tous les pays de l'Est ayant renversé le régime communiste après la chute du mur de Berlin, au cours de l'automne et l'hiver 1989-1990, la Roumanie est le seul où cette métamorphose se fit dans le sang: 1.104 morts et 3.321 blessés.

LES RELATIONS INTERNATIONALES

LA ROUMANIE DANS LE CONCERT EUROPÉEN: DEPUIS LA «CRISE ORIENTALE» AUX GRANDES ALLIANCES DU XX^{ème} SIÈCLE

I.1856-1878

Ce sont la «Crise orientale» de 1853-1856 et les prétentions hégémoniques de la Russie, de même que les intérêts des pouvoirs occidentaux pour un nouvel équilibre européen qui vont dessiner le cadre pour le problème roumain. L'unité des Principautés roumaines apparaît, alors, comme une condition pour l'équilibre des sept.

La guerre de Crimée éclata en 1853. Après la défaite de la Russie, la paix fut négociée à Paris, en 1856. La France souleva la question de l'Union sous la direction d'un prince étranger légitime. Napoléon III voulait constituer sur le Danube une nationalité forte, nécessaire en tant que forme politique de la latinité orientale et aussi en tant que barrière opposée à l'expansion russe vers Constantinople. C'est pourquoi la Bessarabie méridionale, c'est-à-dire les districts de Cahul, Bolgrad et Ismaël avaient été réunis à la Principauté moldave. Face à l'opposition de la Turquie et de l'Autriche, le Congrès va recourir à une consultation des Roumains. Des «caïmacams», ou lieutenants princiers, devaient réunir des assemblées, les *Divans ad hoc*. Le caïmacam de la Moldavie, Vogoridès, employa les manœuvres de falsification pour empêcher le triomphe électoral du parti de l'Union. On s'adressa alors à Napoléon III. Finalement, les listes électorales furent annulées. En échange, Napoléon III avait consenti, lors de l'entrevue d'Osborne avec la Reine Victoria, à ne voir, dans cette Roumanie, qu'une simple «union des rapports militaires, financiers et judiciaires» des deux Principautés. Les nouvelles Assemblées ont adopté des résolutions identiques: Union des Principautés, autonomie, prince étranger, neutralité garantie par les Grandes Puissances et gouvernement parlementaire. Sur la base de ces vœux, solennellement exprimés, la Conférence de Paris rédigea, le 7 août 1858, la **Convention de Paris**, nouvelle Constitution octroyée par les Puissances Garanties aux «Principautés Unies». Elle décrétait qu'il y aurait deux princes, deux capitales, deux ministères, deux assemblées; mais on formait une commission législative siégeant à Focșani, une Cour de Cassation commune et la possibilité existait de réunir les deux armées.

En 1858, des assemblées furent élues, qui devaient donner à chacune des Principautés Unies un chef séparé. Le lendemain même de son inscription comme candidat, le colonel Alexandre Cuza fut élu prince de la Moldavie à l'unanimité, le 5/17 janvier 1859. Le 24 janvier (*ancien style*) il était proclamé avec la même unanimité dans l'Assemblée électorale de Bucarest. Dès 1859, il obtint la confirmation des pouvoirs.

L'Autriche se résigna au «fait accompli» et la Turquie n'osa pas intervenir. Plus tard, en décembre 1861, le Sultan consentit à reconnaître personnellement l'Union. En janvier 1862, on accomplit l'unification de l'appareil d'Etat: un seul Ministère, une seule Capitale, une seule Assemblée.

L'époque des grandes réformes commença avec l'installation du gouvernement de Kogalniceanu, en 1863. Cuza expropria, «sécularisa» tout d'abord les biens des couvents, en décembre 1863. Aussitôt après, il avait ouvert la discussion sur la question rurale, dans une Assemblée composée de grands terriens implacables. On ne put pas s'entendre ni même pour reconnaître au paysan le droit de propriété. Alors, le 2 mai 1864, Cuza accomplit un coup d'Etat, supprimant l'Assemblée et accordant sa confiance au gouvernement. Les décrets princiers de mai 1864 augmentèrent les pouvoirs du Prince par la création du Sénat, dont la moitié des membres fut nommée par le prince, et par son droit de désigner le président de la Chambre et de prolonger le terme d'un budget. Ce régime du Statut, fut confirmé par un plébiscite et par l'approbation ultérieure des sept Puissances. Ensuite, la loi rurale fut promulguée le 14/26 août 1864: la corvée fut abolie et on forma la petite propriété, pourvu que les paysans aient racheté leurs obligations.

Le règne de Cuza dura peu. Il abdiqua le 10-11 février 1866, sous les coups d'une conspiration militaire ourdie par les libéraux, par les conservateurs et par des officiers. Le pouvoir passa au gouvernement provisoire et à la Lieutenance Princière.

Après avoir élu d'abord Philippe de Flandre, qui refusa, et après avoir pris l'avis de Napoléon III, Bratianu et ses amis de la «Lieutenance Princière» s'arrêtèrent sur la personne d'un prince prussien, Charles de Hohenzollern-Sigmaringen, fils de Charles-Antoine. Accepté par plébiscite, il se rendit à Bucarest en déposant serment de fidélité le 10 mai 1866. Peu après, le 1 juillet, l'Assemblée adopta la première Constitution de la Roumanie. Le 11 octobre 1866, le prince recevait le firman d'investissement.

Dans le cadre d'une nouvelle étape de la crise orientale, la politique étrangère de la Roumanie se tourna vers l'objectif de l'indépendance. En 1875, l'émeute éclata dans les deux provinces slaves de Bosnie et de Herzégovine, puis, en 1876, en Bulgarie. La Serbie intervint. Le nouveau gouvernement libéral de Jean Bratianu, prit des initiatives diplomatiques pour tâtonner, lors des entrevues de Sibiu et de Livadia, les positions de l'Autriche et de la Russie.

Le 4/16 avril 1877, une Convention était signée par Kogalniceanu, avec la Russie qui prévoyait le passage des armées russes vers le front de Bulgarie. La Roumanie n'obtint qu'une apparente garantie quant au respect de son intégrité territoriale. Le 9-10 mai déjà, les Chambres du Parlement s'empressèrent de proclamer l'Indépendance du pays, afin que la Roumanie pût participer, en tant qu'Etat de plein droit, aux complications qui devaient amener la guerre.

Les Russes furent battus à Plevna, qu'Osman Pacha avait transformée en une citadelle formidable. Lorsque le 19 juillet, le Grand Duc Nicolas demandait au prince Charles «fusion, démonstration et, si possible, passage du Danube», on ne pouvait plus tarder, car une victoire des Turcs aurait signifié l'envahissement de la Roumanie. Du reste, les Russes venaient d'admettre «l'individualité» de l'armée roumaine, commandée par son prince lui-même. Pour faciliter la coopération, le Tzar lui offrit le commandement général des forces opérant devant Plevna. Les Roumains participèrent glorieusement à la prise de la première redoute de Grivitza, le 30 août 1877, tout en

continuant à contribuer au siège de Pleven. Osman fut contraint à capituler le 28 novembre 1877. Après quoi, l'armée roumaine poursuivit l'attaque contre Vidin. L'armée russe se dirigea sur Andrinople et imposa au Sultan un armistice, puis, le 19 février/3 mars 1878, la paix de San-Stefano. Le traité accordait l'indépendance à la Serbie, au Monténégro et à la Roumanie. La Russie fit, à cette occasion, abandonner aux Turcs la Dobroudja, pour qu'elle pût être échangée contre les trois districts de la Bessarabie, que la Russie voulait avoir à tout prix. On se réserva même, pour de longues années, le passage, par la Roumanie, des troupes russes vers la Grande Bulgarie. Les protestations de la part roumaine ne servirent à rien. Invoquant la protection des Puissances, Bratianu et Kogalniceanu s'adressèrent aux diplomates, réunis en juillet 1878 à Berlin, pour qu'ils procèdent à la révision, mais sans succès. Le traité de Berlin (13 juillet 1878) acceptait l'indépendance de la Roumanie, mais imposait des conditions: droit de citoyenneté pour les habitants d'autre confession, la résolution de l'affaire Stroussberg, échange territorial entre la Roumanie et la Russie. L'indépendance fut reconnue par les Grands Pouvoirs, entre 1878 et 1880. Le 14 mars 1881, les deux Chambres proclamaient le royaume. Afin de se défendre contre l'expansionnisme de la Russie, en 1883, le Roi accepta l'adhésion secrète de la Roumanie à la Triple Alliance.

II.1878- 1920

La Roumanie continua ses relations avec la Triple Alliance jusqu'au début du XX^{ème} siècle, mais des tensions apparurent, surtout à cause de la situation des Roumains de Transylvanie. Dès son apparition, le Parti National Roumain de Transylvanie protesta contre le nouveau régime dualiste. En 1891, les chefs du Parti National Roumain rédigèrent le Mémorandum, dénonçant la politique de dénationalisation menée par les autorités hongroises. En 1894, un procès leur est intenté. Ce procès monstrueux, entrepris pour jeter en prison des personnes tout à fait innocentes, provoqua l'intervention du roi de la Roumanie.

Les tensions entre la Roumanie et l'Austro-Hongrie augmentèrent après les Guerres Balkaniques. En 1912, lorsque la Confédération balkanique attaqua la Turquie, la Roumanie était incertaine de la voie à suivre. Par contre, lorsque l'armée bulgare attaqua traîtreusement ses camarades, elle décida d'entrer en guerre, contre la Bulgarie. Après la victoire des alliés, par le traité de Bucarest de 1913, la Roumanie annexait la Dobroudja méridionale, provoquant le mécontentement de l'Autriche, souteneur secret de la Bulgarie contre la Serbie.

Lorsque la Grande guerre éclata, en août 1914, suite à la violence de l'Autriche contre la Serbie, les hommes politiques roumains hésitèrent encore une fois. La déclaration de neutralité fut votée dans un Conseil de Couronne, le 21 juillet/3 août 1914. Le roi Charles mourut le 3 septembre 1914. Ferdinand I, neveu et successeur de Charles I, se montra favorable à l'Entente. Toujours en septembre, la Russie reconnaissait les droits nationaux de la Roumanie en Transylvanie. Après une période de deux années de neutralité, en 1916, la Roumanie rejoignit la France, la Grande-Bretagne, la Russie et l'Italie dans la guerre, en vue de la libération des Roumains de sous l'autorité de l'Austro-Hongrie. La Convention entre la Roumanie et l'Entente fut signée le 4/17 août 1916.

La guerre commença avec une offensive en Transylvanie (15 août-1 septembre 1916). Mais les forces turques et bulgares réussirent à percer le front dans la Dobroudja. Bucarest fut assiégé en décembre, mais les forces roumaines continuèrent à tenir bon en Moldavie. A la fin de 1916, les forces allemandes, turques et bulgares occupèrent la partie sud du pays. Ce fut la période du refuge en Moldavie (décembre 1916 – novembre 1918). Au printemps 1917, l'armée fut réorganisée, grâce à l'assistance de la mission militaire française du général Berthelot. En 1917, les Roumains comptaient des victoires à Mărășești, Mărăști et Oituz , mais cela n'eut aucune conséquence, puisqu'ils furent quand même forcés de signer le Traité de Bucarest, le 24 avril/7mai 1918, et cesser la guerre. La Roumanie entra de nouveau en guerre avant l'armistice et la victoire alliée, le 28 octobre/10 novembre 1918.

L'unité politique de la Roumanie, basée sur les principes du droit des peuples à l'autodétermination, fut achevée en 1918. Le 27 mars 1918, le Conseil du Pays (Sfatul Țării), convoqué à Kishinev, choisit finalement «l'unification de la Bessarabie avec la Roumanie». Le 28 novembre 1918, le Congrès Général de Bucovine vota unanimement pour «l'unification inconditionnée et éternelle de la Bucovine, dans ses vieilles frontières jusqu'à Ceremus, Colacin et le Dniestr, avec le royaume de la Roumanie». Le 1 décembre 1918, la grande Assemblée nationale d'Alba Iulia proclama «l'unification de tous les Roumains de Transylvanie, de Banat, Crisana et Maramures avec la Roumanie, pendant tous les âges à venir». L'unification de tous les pays habités par des Roumains fut mentionnée dans les traités de paix (1919-1920) de Paris, après la Première Guerre mondiale (le traité de Saint-Germain avec l'Autriche pour la Bucovine, le traité de Trianon avec la Hongrie pour la Transylvanie et le traité de Paris, du 28 octobre 1920 pour, la Bessarabie) et confirmée par le couronnement du Roi Ferdinand et de la Reine Maria, à Alba Iulia, en 1922.

III. 1920-1939

Après 1918, la Roumanie fit des pas en avant vers le renforcement de la vie nationale d'Etat. La politique étrangère de la Roumanie s'attacha à la défense de la paix et de la sécurité européenne (le pacte Briand-Kellogg de 1928, le protocole Litvinov de 1929, la Conférence de Genève de 1932) et régionale. Représentée par le grand diplomate roumain Nicolae Titulescu, la Roumanie joua un rôle principal dans la Société des Nations à Genève, en 1930/1931. Elle participa aussi aux alliances régionales, comme la Petite Entente (1921), comprenant la Roumanie, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie, ou l'Entente Balkanique (1934), comprenant la Roumanie, la Yougoslavie, la Grèce et la Turquie.

IV. 1939-1947

Le 23 août 1939, l'URSS et l'Allemagne signaient le Pacte Ribbentrop-Molotov, établissant les sphères d'influence en Europe centrale et en Europe de l'Est. La Deuxième Guerre mondiale éclata le 1 septembre 1939. Le régime autoritaire du roi Charles II prononça sa neutralité.

Après la chute de la France, le 22 juin 1940, la Roumanie subit des pertes territoriales sévères: la Bessarabie et la partie du nord de la Bucovine fut saisie par l'Union Soviétique, le 26-28 juin, la Transylvanie du nord fut annexée par la Hongrie, par le traité (diktat) de Vienne, le 30 août, tandis que la Bulgarie saisit la partie sud de la Dobroudja, le secteur Quadrilatère, en septembre. La crise de 1940 mena, le 6 septembre, à l'abdication du Roi Charles II, en faveur de son fils, Michel. Mais le vrai pouvoir passa entre les mains de Ion Antonescu, chef du gouvernement et de l'Etat. En 1940, une mission militaire nazie était installée en Roumanie. Cette situation donnait l'espoir de la récupération de la Bessarabie et de la partie nord de la Bucovine. Le gouvernement, conduit par Ion Antonescu, se rangea du côté de l'Allemagne, le 23 novembre 1940. Le 22 juin 1941, la Roumanie entra en guerre contre l'Union Soviétique. Les défaites militaires d'après 1942 menèrent à beaucoup de tentatives poursuivies par le gouvernement d'Antonescu et par l'opposition démocratique dans le but de rompre l'alliance de la Roumanie avec l'Allemagne. Suite à un coup d'Etat soutenu par les partis politiques principaux et par le roi Michel, le 23 août 1944, le régime Antonescu fut renversé. La Roumanie retourna ses armes contre l'Allemagne et plaça sa capacité militaire et économique au service de la coalition antifasciste. L'Armée Rouge entra dans le territoire de la Roumanie comme allié. Mais, l'armistice fut signé à Moscou, le 12 septembre 1944, dans des conditions dures. La Roumanie continua la guerre pour la libération la Hongrie et la Tchécoslovaquie, jusqu'à la victoire de Mai 1945. Le Traité de paix (1947) de Paris permettait à la Roumanie de rétablir ses droits souverains sur la Transylvanie. Mais la Bessarabie, la Bucovine du nord et le secteur Herta restaient sous occupation Soviétique. La Roumanie devait payer à l'URSS une difficile compensation de guerre, soit 300 millions \$. Les troupes soviétiques s'attardèrent sur territoire roumain jusqu'en 1958. Ainsi, la Roumanie tomba dans la sphère d'influence soviétique.

LA ROUMANIE AU TEMPS DE LA GUERRE FROIDE

La **Guerre froide** désigne la période de forte tension entre les deux superpuissances, les États-Unis et l'URSS et leurs alliés respectifs, de 1947 à 1991. Il s'agit d'une confrontation idéologique, également marquée par la course aux armements, la menace nucléaire (équilibre de la terreur) et la compétition technologique dans le domaine de la conquête de l'espace.

A l'Ouest, c'est Churchill qui lance l'expression «Rideau de fer», dans un télégramme du 12 mai 1945, adressé à Truman. En mars 1946, il dénonce ouvertement cette mainmise soviétique sur l'Europe centrale et orientale.

Mais la rupture apparaît en 1947, quand les États Unis lancent le Plan Marshall pour aider à la reconstruction de l'Europe. Il y avait deux conditions: l'aide américaine serait gérée par des institutions européennes communes et Washington aurait un droit

de regard sur la répartition. Staline hésite, puis, fin juin, fait part de son refus. Finalement, 16 pays, rejoints en 1949 par la RFA, acceptent le plan Marshall. L'objectif du plan n'est pas uniquement économique. L'injection de capitaux américains est le complément économique de la doctrine de l'*endiguement* («*containement*»): limiter l'influence soviétique, par la création d'un espace de prospérité en Europe. Les Soviétiques ne tardent pas à s'en rendre compte. Le monde est désormais divisé en deux camps antagonistes.

Alors, l'URSS se propose de garantir sa sécurité, en s'entourant de pays alliés tout le long de ses frontières. L'Armée Rouge ne se retire pas des pays qu'elle a libérés du nazisme et, contrairement aux engagements de Yalta, elle n'y organise pas d'élections libres. Staline cherche à mettre l'URSS à l'abri d'une nouvelle attaque par la création d'un «glacis» territorial et idéologique, c'est-à-dire d'un espace protecteur: il entreprend l'annexion des Pays baltes et d'une partie de la Pologne et impose des gouvernements prosoviétiques dans les pays d'Europe centrale et orientale occupés par l'Armée rouge, pays qui deviendront plus tard des «démocraties populaires».

I. La mise en place des blocs et la question des armes nucléaires

Au centre de la guerre froide se situent les questions nucléaires. Il semble que celles-ci sont, en grande partie, responsables de l'absence de confrontation à grande échelle entre les deux blocs, limitant les conflits aux théâtres régionaux ou locaux. La formation des blocs s'explique en partie par l'arme nucléaire que les États Unis possèdent depuis 1945 et l'URSS, depuis 1949. Chaque État, selon son idéologie, se range, donc, sous la protection (le «parapluie nucléaire») de l'une ou l'autre des superpuissances, par une série de pactes expliquant la rapide mise en place des **blocs**:

Le bloc de l'Ouest: les États Unis et leurs alliés créent, en 1949, le Pacte atlantique, doté, en 1950, d'une structure militaire, l'OTAN.

Le bloc de l'Est: en janvier 1949, l'URSS fonde le Conseil d'Assistance Économique Mutuelle (CAEM). Puis, en mai 1955, suite à l'admission de la RFA dans l'OTAN, l'URSS crée le Pacte de Varsovie.

Les premières crises (1948-1953) sont la crise irano-soviétique de 1946, la première crise de Berlin de 1948, la division de l'Allemagne et la naissance de la République Fédérale d'Allemagne (RFA) et de la République Démocratique Allemande (RDA), en 1949, enfin, la guerre de Corée, entre 1950 et 1953.

Suite à l'accord de Yalta, à l'accord de pourcentage et à la présence de l'Armée Rouge sur son territoire, la Roumanie tombe sous l'influence idéologique et politique de

l'Union Soviétique. Le régime de «démocratie populaire» s'installe sous pression soviétique, en 1945. Ensuite, Staline décide d'établir le siège du Kominform (bureau d'information de l'Internationale communiste) à Bucarest.

Par le Traité de Paris, du 10 février 1947, la Roumanie est considérée comme un Etat vaincu. Par conséquent, elle est obligée de payer un dédommagement de guerre de 300 mil. \$ à l'URSS et d'accepter la frontière tracée en juin 1940. Par contre, le Diktat de Vienne est annulé et la Transylvanie rétrocédée. Quand même, les troupes soviétiques restent sur le territoire.

Toujours en 1947, la Roumanie se voit obligée de refuser l'aide américaine proposée par le plan Marshall.

En 1949, elle participe à la formation du CAEM. Puis, en 1955, la Roumanie adhère au Pacte de Varsovie.

II. La coexistence pacifique et les nouvelles crises (1953-1962)

Le 5 mars 1953, Staline meurt. Il est remplacé par Nikita Kroutchtchev, qui commence le processus de déstalinisation et entame la "coexistence pacifique" (1956) : les deux blocs ne s'affrontent plus qu'idéologiquement. Il y a un dialogue plus ouvert entre les dirigeants des deux blocs: Khrouchtchev rencontre Eisenhower en 1956, en 1959 et en 1960 et Kennedy en 1961.

Pourtant, de nouvelles crises se produisent, comme l'intervention soviétique en Hongrie, en 1956, la crise de Suez, en 1956, la deuxième crise de Berlin et la construction du Mur de Berlin, en 1961, ou la crise des missiles cubains, en 1962.

En Roumanie, le régime Dej reste sous la tutelle soviétique même après la mort de Staline. Il participe à la répression soviétique en Hongrie de 1956. Pourtant, en 1958, Dej obtient le départ des troupes soviétiques. Ensuite, le parti roumain prend un certain écart par rapport au parti soviétique. La Roumanie noue des relations avec plusieurs pays occidentaux.

III. La "détente" (1963 - 1974)

Les accords nucléaires:

- en août 1963, l'URSS et les Etats Unis signent le traité de Moscou, qui interdit les essais nucléaires atmosphériques et sous-marins.
- en janvier 1968, par le Traité de non-prolifération nucléaire (TNP), ils s'engagent, avec le Royaume-Uni, à ne transférer ni armes, ni technologie nucléaires aux États non dotés d'armes nucléaires.
- en mai 1972, les accords SALT I (*Strategic Armements Limitation Talks*), signés par Nixon et Brejnev, limitent les armements défensifs et gèlent, pour une durée de cinq ans, les armes nucléaires offensives.

- en juin 1979, Carter et Brejnev signent les accords SALT II, négociés depuis 1974 dans le prolongement de SALT I. Ces accords prévoient un contrôle réciproque des armes nucléaires.

Dans chacun des deux blocs, prosoviétique et pro-américain, les deux Grands sont contestés. Ainsi, le modèle soviétique est contesté en Europe de l'Est. En 1968, la Tchécoslovaquie est envahie par les troupes du Pacte de Varsovie. À l'Ouest, de Gaulle prend ses distances avec les États Unis et l'OTAN. En 1969, enfin, Willy Brandt, devenu chancelier de la RFA, engage une politique de rapprochement et d'ouverture à l'Est, dénommée l'*Ostpolitik*. Les deux États se reconnaissent mutuellement en 1972 et entrent à l'ONU en 1973. Le Mur de Berlin devient de plus en plus perméable. En 1975, les accords d'Helsinki sont signés par 33 États européens, dont l'URSS (mais aussi le Canada et les États Unis.). Les accords doivent permettre la coopération entre les États, la libre circulation des personnes et le respect des droits de l'homme.

Mais les deux Grands sont impliqués dans des conflits importants. Tous deux mènent une lutte d'influence dans les pays du tiers monde: c'est ce que l'on nomme les **conflits périphériques**: la guerre de Viêt Nam, entre 1964 et 1975, les coups d'État du Cambodge, en 1970 et du Chili, en 1973.

À partir de 1964, le parti roumain adopte une attitude d'indépendance par rapport à la politique de Moscou, tant sur le plan économique, que sur le plan politique. Les dirigeants roumains rejettent le plan Valev (dans le cadre du COMECON) et adoptent la «Déclaration d'avril 1964», qui lance les principes concernant les relations entre les partis frères: le respect réciproque et la non-immixtion dans les affaires intérieures. Ainsi, la Roumanie se situe en position intermédiaire entre les deux blocs. Arrivé au pouvoir, Ceaușescu va continuer cette politique indépendante. En 1968, il est le seul dirigeant de l'Est à prendre position contre l'intervention en Tchécoslovaquie menée par le Pacte de Varsovie. Il fait figure de dirigeant «libéral» et obtient ainsi une grande popularité au niveau de l'opinion roumaine, mais occidentale aussi. Les dirigeants de l'Occident acceptent de dépasser le «Rideau de fer» pour visiter la Roumanie (de Gaulle, en 1968, puis Nixon, en 1969). En 1972, la Roumanie est le seul pays de l'Est à recevoir un crédit de la part du FMI. Enfin, en 1975, la Roumanie signe l'acte final de la Conférence de Helsinki, s'engageant à respecter le droit à la libre circulation des personnes et les droits de l'homme.

IV. La guerre fraîche (1975 - 1985)

Profitant du déclin des États Unis sur la scène internationale, du fait de l'humiliation subie au Viêt Nam et de la politique pacifiste du président Carter, l'URSS s'engage davantage en Asie, en Afrique et en Amérique du Sud, mais aussi en Europe. Elle se met à déployer de plus en plus d'armes de nouvelle génération, inquiétant ainsi l'Ouest.

Sous les présidences de Reagan (1981-1989), puis de George Bush-père (1989-1993), les États Unis abandonnent la détente et dénoncent l'URSS comme étant «l'Empire du Mal».

Le 23 mars 1983, les États Unis obtiennent un avantage militaire décisif. Reagan annonce le projet IDS (*Initiative de défense stratégique*) ou «*Guerre des Étoiles*», un «bouclier spatial» anti-missiles. Face à cela, l'URSS abandonne la course aux armements et consent à négocier.

Cependant, de 1979 à 1985, l'OTAN installe des missiles de croisière et des Pershing 2 pour faire contrepoids aux missiles SS-20 soviétiques. Cela entraîne de grandes manifestations pacifiques, soutenues par les partis communistes, sous le slogan «*Plutôt rouge que mort*». Un accord américano-soviétique prévoyant l'élimination des missiles nucléaires de portée intermédiaire sera conclu à peine le 27 mai 1988.

En 1979, Moscou s'implique dans la première guerre d'Afghanistan, où les États Unis financent les groupes de «guerriers saints», islamistes résistant à l'occupant soviétique. Les armées de l'URSS se retirent de l'Afghanistan seulement en février 1989.

V. De la «nouvelle détente» à la fin du bloc soviétique (1985-1991)

Le 11 mars 1985, Mikhaïl Gorbatchev arrive au pouvoir en Union Soviétique, peu après lançant les politiques de **glasnost** et de **perestroïka**. En fait, il veut sortir son pays de la guerre froide. En octobre 1986, Reagan et Gorbatchev se rencontrent à Reykjavik, ce qui inaugure une nouvelle «détente», marquée par la reprise du dialogue, interrompu en 1979. Le 8 décembre 1987, à Washington, Reagan et Gorbatchev décident d'éliminer tous les missiles présents en Europe dans un délai de trois ans. C'est l'«option zéro», premier véritable traité de désarmement, qui met fin à la course aux armements.

Le 7 décembre 1988, à la tribune de l'ONU, Gorbatchev annonce la réduction des forces armées soviétiques en RDA, en Hongrie et en Tchécoslovaquie. Ce discours inaugure la transition des pays de l'Europe de l'Est vers un régime démocratique multipartite. Après la chute du Mur de Berlin, le 9 novembre 1989, l'Allemagne sera réunifiée le 3 octobre 1990. En Roumanie, le régime de Ceaușescu est le dernier à tomber, en décembre 1989.

Le régime Ceaușescu se trouve cantonné dans une sorte de néo-stalinisme, en désaccord avec la nouvelle orientation du dirigeant soviétique. La visite de Gorbatchev de 1987 relève des positions irréconciliables. Elle est suivie d'un isolement complet du dirigeant roumain, mais aussi du pays, tant de la part de l'URSS, que de la part des pays occidentaux.

La chute du communisme en Roumanie est précédée par une série d'événements. En mars 1989, ONU adopte une résolution pour une commission d'enquête en Roumanie. Mais Ceașescu s'acharne dans sa position stalinienne: en août 1989, il envoie un message aux chefs d'Etat du Traité de Varsovie, condamnant le réformisme de Gorbatchev comme "déviation". Lors du XIV^{ème} Congrès du PCR, en novembre 1989, Ceașescu se prononce contre l'unité de l'Allemagne et dénonce le Pacte Ribbentrop-Molotov, attitude qui provoque la consternation et l'opprobre de toute la communauté internationale.

Après l'entrevue avec le Président des Etats Unis de Malte, Gorbatchev annonce que l'URSS n'interviendra pas dans les pays de l'Est.

Totalement isolé, Ceașescu est obligé de quitter le pouvoir et de s'enfuir, sans trouver refuge chez ses anciens amis. Il est arrêté et par la suite exécuté, le 25 décembre 1989. La Roumanie est le seul pays de l'Est où la transition se passe d'une manière violente, baignée dans le sang.

L'implosion de l'Union soviétique et l'achèvement de la guerre froide (1989-1991)

- dès mars 1989, les Républiques baltes (Estonie, Lettonie, Lituanie) proclament leur souveraineté ;
- le 12 juin 1991, la Russie, qui a élu Boris Eltsine à sa présidence, proclame, à son tour, sa souveraineté. Les autres républiques quittent l'Union soviétique entre août et décembre 1991.
- par les accords de Minsk, confirmés à Alma-Ata, en décembre 1991, 10 ex-républiques socialistes soviétiques fondent la CEI (CSJ). Le 25 décembre 1991, président d'un État qui n'existe plus, Gorbatchev est contraint de démissionner.

En 1990, George Bush, le président des États Unis, annonce la fin de la guerre froide et de la bipolarisation du monde. Les États Unis l'ont gagnée sans affrontement militaire direct. Les deux principales organisations internationales des pays communistes, le CAEM et le Pacte de Varsovie, se dissolvent à leur tour, en 1991. Les anciens Etats communistes s'engagent sur la voie de l'intégration européenne. En 2004, 8 pays de l'est sont acceptés. Puis, en 2007, l'UE accepte la Bulgarie et la Roumanie.

SUJETS PROPOSÉS

Sujet no.1

Thème: CONCEPTIONS SUR LA MODERNITÉ EN EUROPE AU XIX^{ème} ET AU XX^{ème} SIÈCLE (Courants politiques - le libéralisme)

Compétences à évaluer:

- 1.2 - Utiliser la terminologie spécifique de l'histoire dans des contextes qui impliquent des interprétations et des explications interdisciplinaires;
- 3.2 - Analyser les messages fournis par des sources historiques variées;
- 4.3 - Analyser des points de vue similaires, opposés ou complémentaires, en relation avec les phénomènes historiques.

Doc.1

„La liberté générale d'acheter et de vendre est le seul moyen d'assurer d'un côté, au vendeur, un prix capable d'encourager la production; de l'autre, au consommateur, la meilleure marchandise au plus bas prix... Prétendre réussir à prévenir, par des règlements, toutes les malversations possibles en ce genre, c'est sacrifier à une perfection chimérique tous les progrès de l'industrie; c'est leur interdire toutes les tentatives nouvelles... S'imaginer qu'il y a des denrées que l'État doit s'attacher à faire produire à la terre, établir certaines manufactures... aux dépens du trésor public; accumuler sur elles les privilèges, c'est se méprendre grossièrement sur les vrais avantages du commerce; c'est oublier que, ne pouvant être que réciproque, vouloir tout vendre aux étrangers et ne rien acheter d'eux est absurde...”

Turgot, *Éloge de Gournay*, 1759

Doc.2

“Le libéralisme roumain est issu de l'esprit critique exprimé dans les écrits de quelques boyards et intellectuels de la fin du siècle. Tant qu'on a pu l'observer, certains mettaient en question les structures mêmes sur lesquelles se fondait la vie politique et sociale des Principautés, recommandant la réforme, surtout en ce qui concerne les institutions politiques. Il y avait, en ce sens, des projets de réforme inspirés par l'exemple de la France ou de l'Angleterre ou bien par la tradition constitutionnelle roumaine. La Constitution des Charbonniers, de Moldavie, en 1822, retient notre attention puisqu'elle reflète les multiples facettes de l'esprit libéral: le respect pour la propriété privée, accompagné de la reconnaissance due au droit d'expropriation dans l'intérêt public; des libertés civiles individuelles, l'égalité devant la loi et la liberté du commerce”.

Keith Hitchins, *Români (1774-1866)*, Humanitas, 1996

Consignes:

1. Identifiez les principes économiques du libéralisme classique.
2. Précisez le point de vue libéral sur le rôle de l'État en économie.
3. Présentez le contexte de l'apparition du libéralisme roumain.
4. Relevez les objectifs programmatiques des libéraux roumains.
5. Quelles sont les réussites législatives des libéraux roumains à l'époque de l'Union (1859-1866)?

Sujet no.2**Thème: LE XX^{ème} SIÈCLE ENTRE DEMOCRATIE ET TOTALITARISME****Compétences à évaluer:**

- 1.1 - Construire des explications et des arguments multidisciplinaires concernant les événements et les processus historiques;
- 2.3 - Découvrir les constantes dans le déroulement des phénomènes historiques;
- 4.3 - Analyser des points de vue similaires, opposés ou complémentaires, en relation avec les phénomènes historiques;

Doc.1

“La base de la doctrine fasciste est la conception de l'État. Pour le fascisme, l'État est un absolu, en face duquel l'individu et les groupes sont le relatif. Sans l'État, il n'y a pas de nation. Il n'y a que des groupes humains susceptibles de toutes les désintégrations que l'histoire peut leur infliger.

Pour le fasciste, tout est dans l'État et rien d'humain et de spirituel n'existe hors de l'État, pas d'individus, pas de groupes (partis, associations, syndicats, classes). C'est pourquoi le fascisme s'oppose au socialisme, qui durcit le mouvement historique de la lutte des classes et ignore l'unité de l'État qui fond les classes dans une seule réalité économique.

Le fascisme s'oppose à la démocratie qui rabaisse le peuple au niveau du plus grand nombre; il nie que le nombre puisse gouverner grâce à une consultation périodique.

Le fascisme repousse le pacifisme. Seule la guerre porte au maximum de tension toutes les énergies humaines et imprime un sceau de noblesse aux peuples qui l'affrontent..."

B.Mussolini, *Oeuvres et discours*, 1938

Doc.2

"Constitution d'une grande Allemagne, réunissant tous les Allemands sur la base du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Égalité des droits du peuple allemand au regard des autres nations, abrogation des traités de Versailles et de Saint-Germain...

Seuls les citoyens bénéficient des droits civiques. Pour être citoyen, il faut être de sang allemand, la confession importe peu. Aucun Juif ne peut donc être citoyen...

L'État doit se préoccuper d'améliorer la santé publique par la protection de la mère et de l'enfant, l'interdiction du travail de l'enfant... Obligation légale de pratiquer le sport et la gymnastique.

Création d'une armée nationale..."

Le programme du parti nazi en 1920

Doc.3

"Les caractéristiques ou traits fondamentaux auxquels on reconnaît généralement les dictatures totalitaires sont au nombre de six. Le "syndrome" ou le modèle de ces caractéristiques qui sont liées entre elles dans la dictature totalitaire consiste en une idéologie, un parti unique dirigé par un seul homme, une police terroriste, le monopole des communications et celui des armes et une économie centralisée..."

Zbigniew Bryeyinski, *Totalitarian Dictatorship and Autocracy*, 1965

Consignes:

1. Identifiez les caractéristiques citées par l'auteur du doc.3 dans le fascisme et dans le nazisme.
2. Trouvez des traits similaires dans le stalinisme.
3. Analysez les répercussions des principes programmatiques nazis sur l'attitude de l'Allemagne d'après 1933.
4. Justifiez le caractère antilibéral du fascisme et du nazisme.
5. Expliquez le contexte historique de l'apparition du fascisme et du nazisme, afin d'argumenter leur attitude antisocialiste.

Sujet no.3

Thème: LES CONSTITUTIONS DE LA ROUMANIE (SYNTHÈSE)

Compétences à évaluer:

2.3 - Découvrir les constantes dans le déroulement des phénomènes historiques;

3.2 - Analyser les messages fournis par des sources historiques variées;

4.3 - Analyser des points de vue similaires, opposés ou complémentaires, en relation avec les phénomènes historiques.

Doc.1

“Des procès politiques contre les alliés non-communistes ont eu lieu en 1948, période durant laquelle la ville de Sighet abrite une prison célèbre, qui reçoit tous les opposants, dont un bon nombre vont mourir ici (52 morts officiels en 5 ans)... Des milliers d'arrestations, des centaines d'assassinats ont été recensés tant sur les prêtres, que sur les fidèles... Une dizaine de camps de travail forcé ont vu passer des centaines de milliers de détenus politiques, de très nombreux y mourront d'épuisement et de malnutrition...

De 1956 à 1989, c'est une période de cumul de tous les moyens répressifs: arrestations, déplacements forcés, assignations à la résidence, passages à tabac, licenciements, procès, “suicides organisés.”

Stéphane Courtois- *Le livre noir du communisme*, 1997

Doc.2

Art.8: “Le pluralisme est, dans la société roumaine, une condition et une garantie de la démocratie constitutionnelle. Les partis politiques sont constitués et exercent leur activité dans les conditions fixées par la loi.”

Constitution de la Roumanie, 1991

Consignes:

1. Présentez les caractéristiques générales de toute constitution.
2. Trouvez des arguments pour relever le contraste entre le caractère constitutionnel du régime communiste et les violations des droits de l'homme.
3. Montrez les arguments invoqués par l'Etat socialiste pour justifier les arrestations.
4. Précisez les étapes et les revendications de la dissidence politique en Roumanie.
5. Expliquez la liaison entre le pluralisme et la démocratie et construisez vos arguments à partir de la situation politique en Roumanie après 1989.

Sujet no.4

Thème: LA ROUMANIE APRÈS LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE: STALINISME, NATIONAL-COMMUNISME ET DISSIDENCE ANTICOMMUNISTE

Compétences à évaluer:

1.2 - Utiliser la terminologie spécifique de l'histoire dans des contextes qui impliquent des interprétations et des explications interdisciplinaires;

2.1 - Construire des approches de type analytique à l'égard de situations et contextes économiques, sociaux, politiques, culturels;

3.2 - Analyser les messages fournis par des sources historiques variées;

Doc.1

“Réglons nos affaires des Balkans. Vos armées se trouvent en Roumanie et en Bulgarie. Nous avons des intérêts, des missions et des agents dans ces pays. Évitions de nous heurter pour des questions qui n'en valent pas la peine. En ce qui concerne la Grande-Bretagne et la Russie, que diriez-vous d'une prédominance de 90% en Roumanie pour vous, d'une prédominance de 90% en Grèce pour nous, et de l'égalité 50/50 en Yougoslavie?...

... Il y eut un léger temps d'arrêt. Puis il prit son crayon bleu, y traça un gros trait en manière d'approbation et me le rendit. Tout fut réglé en moins de temps qu'il ne faut pour l'écrire!”

Churchill, *Mémoires*

Doc.2

“Pour favoriser les conditions dans lesquelles les peuples libérés pourront exercer leurs droits, les trois gouvernements prêteront ensemble assistance aux peuples de tous les États européens libérés et des États anciens satellites de l'Axe en Europe chez lesquels ils jugeront que la situation l'exige, en vue

- a) d'établir les conditions de la paix intérieure;
- b) de prendre des mesures d'urgence pour aider les individus plongés dans la détresse;
- c) de former des gouvernements intérimaires largement représentatifs de tous les éléments démocratiques de la population, qui s'engageraient à faire établir, aussitôt que possible, par des élections libres, des gouvernements répondant à la volonté du peuple
- d) de faciliter, là ou ce sera nécessaire, le processus de ces élections.”

Déclaration sur l'Europe libérée, Yalta, 1945

Doc.3

“Durant les dernières semaines de sa vie, Roosevelt prit conscience du péril: les événements de Roumanie et de Pologne, les lettres angoissées de Churchill ébranlèrent sa confiance. L’ ”étrange alliance”, il le savait, ne résisterait pas à une soviétisation brutale des pays libérés par l’Armée rouge...”

R.Aron, *La République impériale*, 1973

Consignes:

1. Présentez la situation spécifique de la Roumanie par rapport aux grandes alliances, en 1944.
2. Analysez l’attitude des pouvoirs occidentaux vis-à-vis de la Roumanie lors de la Conférence de Yalta.
3. Présentez les conséquences de l’accord Churchill-Staline.
4. Expliquez l’expression “étrange alliance” et justifiez l’angoisse de Roosevelt.
5. Précisez les étapes et les modalités d’immixtion soviétiques dans la vie politique roumaine.

Sujet no.5

Thème: LA ROUMANIE ET LE CONCERT EUROPÉEN: DEPUIS LA "CRISE ORIENTALE" JUSQU'AUX GRANDES ALLIANCES DU XX^{ème} SIECLE

Compétences à évaluer:

2.1 - Construire des approches de type analytique à l'égard de situations et contextes économiques, sociaux, politiques, culturels;

2.3 - Découvrir les constantes dans le déroulement des phénomènes historiques;

4.3 - Analyser des points de vue similaires, opposés ou complémentaires, en relation avec les phénomènes historiques;

Doc.1.

„... La Russie renonçait à son protectorat sur les principautés danubiennes et à toute immixtion dans les affaires intérieures de ces pays. La navigation du Danube était déclarée libre; une commission européenne devait dresser des règlements. La Russie cédait une partie de la Bessarabie (Ismail, Kilia), qui fut annexée à la Moldavie. La mer Noire, neutralisée, demeurait ouverte à la marine marchande de toutes les nations, mais interdite aux pavillons de guerre soit des puissances riveraines, soit de toute autre puissance. Aucun arsenal militaire et maritime ne devait s'élever sur ses rives. La Russie perdit tout prétexte d'intervention dans les affaires intérieures de la Turquie et son protectorat de la religion greque.”

G. Ducoudray, *Histoire de la France - époque contemporaine*, 1888

Doc.2

„En 1858, *La Convention pour la réorganisation définitive des principautés danubiennes, la Moldavie et la Valachie*, prévoyait, entre autres, à l'article 32, la constitution de la Commission centrale, qui devait, parmi d'autres attributions, veiller au respect des dispositions constitutives de la nouvelle organisation des principautés, ce qui signifiait l'institution d'un organe de contrôle a priori de la constitutionnalité.

La Convention de Paris a été modifiée en 1864, par le biais du Statut relatif à sa mise en oeuvre, édicté par le Prince Alexandru Ioan Cuza, comme acte additionnel à la Convention, qui se constituait, de cette façon, en tant que première Constitution octroyée par une autorité nationale. Cette modification de la Convention était destinée à mettre fin à la crise politique qui avait surgi sur fond de disputes relatives aux réformes que le Prince avait intention de mettre en place, conformément à la Convention de Paris.

Parmi les modifications les plus importantes mentionnées par le Statut, il y avait l'introduction du système bicaméral, par la constitution du Sénat, dénommée „Le Corps pondérateur”, formé de membres de droit et de membres nommés par le Prince. Conformément à l'article XIII du Statut, tout projet voté par l'Assemblée électorale, sauf le budget, devait être soumis au Corps pondérateur, qui pouvait établir si ce projet était compatible avec les dispositions constitutives de la nouvelle organisation.”

Lucian Stângu, *La Cour constitutionnelle de Roumanie – Rétrospective historique*, 2000

Consignes:

1. Distinguez les concepts de „garantie collective” et de Convention et précisez leur signification dans le cadre de la crise orientale.
2. Évaluez la situation de la Russie et observez les conséquences sur sa position de 1856, 1858 et 1866.
3. Justifiez la nécessité pour le Prince Cuza de „développer” la Convention par le biais du Statut.
4. Argumentez le caractère autoritaire du régime après 1864.
5. Quelles sont les répercussions de l'abdication de Cuza?

Sujet no.6

Thème: LA ROUMANIE AU TEMPS DE LA GUERRE FROIDE

Compétences à évaluer:

- 2.1** - Construire des approches de type analytique à l'égard de situations et contextes économiques, sociaux, politiques, culturels;
- 2.3** - Découvrir les constantes dans le déroulement des phénomènes historiques;
- 4.3** - Analyser des points de vue similaires, opposés ou complémentaires, en relation avec les phénomènes historiques;

Doc.1

“Il est logique que les États Unis fassent tout ce qui est possible pour aider à rétablir dans le monde cette santé économique normale dans laquelle il n'est pas de stabilité politique, ni de paix sûre. Notre politique n'est dirigée contre aucun pays, ni contre aucune doctrine, mais contre la faim, la pauvreté, le désespoir et le chaos... Il ne

serait ni juste, ni efficace que notre gouvernement fixe unilatéralement un programme destiné à remettre l'Europe économiquement debout: c'est là l'affaire des Européens eux-mêmes. L'initiative doit venir d'Europe. Le rôle de notre pays consiste à apporter une aide fraternelle dans la mise au point de ce programme et, ensuite, de lui apporter notre soutien autant que nous le pourrons. Ce programme doit être un programme commun, accepté par un grand nombre, sinon par toutes les nations européennes."

Discours prononcé par le général Marshall à Harvard, le 5 juin 1947

Doc.2

"Les États parties au présent traité, réaffirmant leur foi dans les buts et les principes de la Charte des Nations Unies et leur désir de vivre en paix avec tous les peuples et tous leurs gouvernements déterminés à sauvegarder la liberté de leurs peuples, leur héritage commun et leur civilisation, fondés sur les principes de la démocratie, les libertés individuelles et le règne du droit, soucieux de favoriser dans la région de l'Atlantique Nord le bien-être et la stabilité, résolus à unir leurs efforts pour la défense collective et pour la préservation de la paix et de la sécurité, se sont mis d'accord sur le présent Traité de l'Atlantique Nord..."

Art.3 - Afin d'assurer de façon plus efficace la réalisation des buts du présent traité, les parties, agissant individuellement et conjointement, d'une manière continue et effective, par le développement de leurs propres moyens et en se prêtant mutuellement assistance, maintiendront et accroîtront leur capacité individuelle et collective de résistance à une attaque armée.

Art.4 - Les parties se consulteront chaque fois que, de l'avis de l'une d'elles, l'intégrité territoriale, l'indépendance politique ou la sécurité de l'une des parties sera menacée."

Traité de l'O.T.A.N.

Consignes:

1. Analysez les objectifs des Etats Unis au moment de l'initiation du plan Marshall et du traité de l'OTAN.
2. Présentez et justifiez l'attitude soviétique contre ces initiatives.
3. Évaluez les conséquences de la formation des deux blocs sur les Etats de l'Est.
4. Précisez les étapes de la guerre froide.
5. Justifiez les progrès de l'unité européenne après la fin de la guerre froide.